

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal d' Afghanistan Dossiers

N° 480 du 11.06 au 13.07.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Afghanistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_afghans.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire :

#### 1 Au jour le jour

1-1 Matthieu MABIN : Un des frères du président Hamid Karzaï a été assassiné.

#### 2 Les Brèves

2-1 Deux militaires canadiens font l'objet d'accusations...

#### 3 Dossiers

3-1 2010-2011, années les plus meurtrières pour l'Otan...

3-2 Jean-Claude Kiefer : Les limites politiques et militaires.

3-3 Le gouverneur de la banque centrale d'Afghanistan fuit aux États-Unis...

3-4 M. K. Bhadrakumar : Une affaire bancaire "carbonisée" révèle le désaccord US-afghan.

3-5 M. K. Bhadrakumar : Pourquoi Karzaï invective les États-Unis.

3-6 AFP : Un retrait partiel en question avant la présidentielle de 2012 !

3-7 M. K. Bhadrakumar : Un sommet à Téhéran pour contrer les États-Unis.

3-8 Manlio Dinucci « L'Art de la guerre ».

#### 4 Guantanamo : Les dossiers

4-1 Lejdd.fr : Les États-Unis à la torture.

#### 5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

5-1 L'armée américaine effectue, à présent, simultanément, des opérations aériennes, dans 6 pays du monde.

5-2 Guerres américaines au P-O en dix ans : 225 000 morts et 3700 milliards de \$.

5-3 Maurizio Matteuzzi : Guerres étasuniennes : le coût.

5-4 Bill Van Auken : Les guerres sans fin de Washington.

5-5 Tariq Ramadan : Le Président Obama : Le verbe et les symboles - Le bien dit et le mal entendu.

#### 6 Annexe

6-1 William Blum : Que Dieu bénisse l'Amérique, et ses bombes...

---

## 1 Au jour le jour

### 1-1 Matthieu MABIN : Un des frères du président Hamid Karzaï a été assassiné.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs mais doit être vu comme information

Ahmed Wali Karzaï, un des frères du président afghan Hamid Karzaï, a été tué, selon le porte-parole du gouverneur de la province de Kandahar.

Personnage influent dans le sud de l'Afghanistan, il était accusé d'être impliqué dans le trafic de drogue.

[Margaux CHOURAQUI \(vidéo\)](#)

AFP - Ahmed Wali Karzaï, demi-frère du président afghan Hamid Karzaï et homme fort controversé du sud du pays, a été tué mardi chez lui à Kandahar, ont annoncé à l'AFP des responsables afghans, un assassinat aussitôt revendiqué par les rebelles talibans.

Le meurtre de cet homme accusé notamment de corruption et d'implication dans le trafic de drogue, est un sérieux revers pour Kaboul, tant il était un indéfectible soutien de son frère dans cette région instable et stratégique où les forces de l'Otan tentent de repousser les rebelles talibans.

"On est en train d'observer un virage dans la stratégie des Taliban aujourd'hui."

Sa mort intervient alors que le président français Nicolas Sarkozy était en visite surprise en Afghanistan, où il a annoncé le retrait d'un millier de soldats, soit un quart des troupes françaises dans le pays, d'ici la fin 2012, avant de rencontrer le président Karzaï, à qui il a présenté ses condoléances.

Ahmed Wali Karzaï, jeune demi-frère de chef de l'Etat et chef du conseil provincial de Kandahar, a été abattu en fin de matinée dans sa résidence très sécurisée, a annoncé à l'AFP le porte-parole des autorités provinciales, Zalmay Ayoubi.

L'"attentat" contre le frère du président et sa mort ont été confirmés par un porte-parole du ministère de l'Intérieur, Seddiq Seddiqi, qui a condamné le meurtre de "l'une des plus grandes figures de l'Afghanistan".

Un porte-parole des talibans joint par l'AFP, Yousuf Ahmadi, a revendiqué l'assassinat, qu'il a salué comme l'un "des plus grands succès" des rebelles depuis la reprise de leurs offensives au printemps.

M. Ahmadi a affirmé que le meurtrier de Wali Karzaï, nommé Sardar Mohammad, avait été chargé de l'assassinat par les talibans.

Selon un membre de l'agence afghane du renseignement (NDS) s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, Sardar Mohammad était un vieil ami de Ahmed Wali Karzaï à qui il rendait visite à son domicile.

"Sardar et Ahmed Wali étaient seuls dans la pièce, Sardar a sorti son pistolet et a abattu Ahmed Wali Karzaï. Les gardes du corps se sont alors précipités dans la pièce et ont abattu Sardar", a expliqué cet agent de la NDS.

Un haut responsable du ministère de l'Intérieur a lui raconté à l'AFP que l'assassin était le responsable de sa garde rapprochée qui a ouvert le feu sur Ahmed Wali Karzaï et l'a tué. "Son mobile est peu clair, il n'est pas clair s'il avait un lien avec les insurgés ou si son geste s'explique par une autre raison", a-t-il ajouté sous couvert de l'anonymat.

En mai 2009, Ahmed Wali Karzaï avait annoncé être sorti indemne d'une embuscade contre son convoi dans la province de Kaboul.

Ahmed Wali Karzaï était régulièrement accusé ces dernières années par les services de renseignement américains et la presse de ce pays d'être corrompu et impliqué dans le trafic de drogue. Il a toujours nié en bloc ces accusations en soulignant qu'aucune preuve ne les avait jamais étayées.

"Si qui que ce soit a des preuves ou des documents contre moi, qu'il les montre et je suis prêt à aller devant un tribunal", avait-il notamment répondu.

Mais il n'en restait pas moins un indispensable interlocuteur pour la force de l'Otan à Kandahar, et notamment pour les Etats-Unis qui avaient déployé plusieurs dizaines de milliers de renforts militaire ces deux dernières années pour tenter de stabiliser ce bastion historique des talibans.

La force de l'Otan et l'ambassade des Etats-Unis à Kaboul ont condamné son assassinat et présenté leur condoléances au président Karzaï.

Le frère du président était également très impliqué dans le très opaque et lucratif secteur des sociétés privées de sécurité.

Dans des documents diplomatiques dévoilés à l'automne dernier par le site internet Wikileaks, un diplomate américain estimait que le frère du président était plus enclin à faire du lobby auprès des forces canadiennes à Kandahar pour qu'elles passent contrat avec les sociétés de sécurité dans lesquelles il possède des parts que par la démocratisation de la province.

12/07/2011

Matthieu MABIN, spécialiste politique internationale FRANCE 24

---

## 2 Les Brèves

### 2-1 Deux militaires canadiens font l'objet d'accusations...

...A la suite d'un incident survenu en février 2010 en Afghanistan, au cours duquel le caporal Joshua Caleb Baker a été tué et quatre autres soldats ont été blessés.

C'est ce qu'a annoncé mercredi soir dans un communiqué le Service national des enquêtes des Forces canadiennes, une unité indépendante de la Police militaire.

Le major Darryl Watts, basé à Calgary, et l'adjudant Paul Ravensdale, basé à Winnipeg, font tous deux face aux mêmes accusations, soit homicide involontaire, négligence dans l'exécution de tâches militaires et infraction illégale de lésions corporelles, notamment. Au total, ils devront répondre de six chefs d'accusation ainsi que de cinq chefs sous forme alternative, en vertu du Code criminel et de la Loi sur la défense nationale.

L'affaire sera jugée par un tribunal militaire.

Le caporal Baker, d'Edmonton, avait 24 ans quand il est mort, le 12 février 2010, près de la ville de Kandahar. Les consignes de sécurité prescrites n'auraient pas été respectées durant un exercice de tir.

Le major Watts était l'officier responsable, au moment du drame, et l'adjudant Ravensdale était l'officier de sécurité du tir.

<http://fr.canoe.ca/infos/quebeccanada/archives/2011/06/20110629-195516.html>

---

---

## 3 Dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

### 3-1 2010-2011, années les plus meurtrières pour l'Otan...

18-06

Quatre soldats de l'occupation ont trouvé la mort samedi 18 juin, en Afghanistan. Leur décès n'est pas lié aux combats, a annoncé dimanche 19 juin l'Otan.

Aucune précision n'a été donnée sur les circonstances des décès, ni sur la nationalité des soldats. En effet, l'Otan ne dévoile jamais la nationalité de ses militaires tués, ni le lieu exact de leur décès, laissant le soin aux États concernés de communiquer à ce sujet.

Ces décès portent à au moins 253 le nombre de soldats de l'Otan tués depuis le début de l'année 2011. (et les mercenaires ?.) La guerre vieux de bientôt dix ans, a causé la mort de plus de 2.500 soldats de l'occupation. (et les mercenaires ?.) L'année 2010, au cours de laquelle 711 militaires de l'Otan ont été tués, était la plus meurtrière pour les forces d'occupation depuis l'invasion du pays fin 2001

<http://www.partiantioniste.com/actualites/afghanistan-2010-2011-annees-les-plus-meurtrieres-pour-l-otan-0775.html>

---

### 3-2 Jean-Claude Kiefer : Les limites politiques et militaires.

Quelquefois les chiffres en disent plus long que tous les discours, surtout politiques.

Ainsi, fin 2004, 8 000 soldats de l'ISAF, essentiellement issus des pays de l'OTAN, étaient déployés en Afghanistan pour pacifier et démocratiser ce pays.(...)

Question de mois, disait-on... Ils étaient 50 000 soldats à l'automne 2008. Et 140 000 au début de cette année, Américains aux trois quarts, auxquels il faut encore ajouter près de 18 000 hommes exclusivement sous commandement américain...

Inutile d'être grand stratège pour expliquer le gonflement des effectifs de l'OTAN (et ceux des candidats à l'Alliance atlantique) année après année: en Afghanistan, la situation est de plus en plus incontrôlable. Les « Talibans » (terme générique qui regroupe une bonne dizaine d'organisations dont al-Qaïda et d'authentiques résistants à l'«occupation étrangère») sont aujourd'hui actifs dans environ 75 % du pays. Ce n'est pas tout: longtemps considérée comme une «marionnette» des Occidentaux, le président Karzaï s'en prend aujourd'hui ouvertement à ses protecteurs en dénonçant – souvent avec raison – les bombardements incontrôlés. Depuis longtemps, il a pris langue avec certains groupes «résistants». Quant au Pakistan lui-même en proie au terrorisme, pourtant officiellement meilleur soutien des États-Unis dans la région, il pratique un double langage, tantôt donnant refuge aux résistants et à al-Qaïda dans la «zone tribale», tantôt les combattant au gré des intérêts de ses services secrets, un État dans l'État...

Face à ce marasme, l'évidence s'impose: cette guerre est, sur le terrain politique, perdue pour les États-Unis et pour ses alliés. Encore faut-il savoir sortir du borbier la tête haute. C'est ce que tentera de faire Barack Obama aujourd'hui dans un exercice qui ressemblera fort à son discours de «sortie d'Irak». À une différence près: toute l'OTAN est concernée par les événements d'Afghanistan. Et qui dit OTAN, dit aussi Europe. Même si dans le Vieux continent, et particulièrement en Allemagne, on se réjouira de ce désengagement à terme (bien qu'annoncé sous mille nuances politiques...), il marquera aussi une défaite idéologique. L'Occident qui voulait imposer ses valeurs jusqu'à délivrer les femmes afghanes de la burqa a échoué. Ailleurs dans le monde, on s'en souviendra... Cette cruelle expérience ne doit surtout pas être répétée en Libye. Face au régime de Kadhafi, les Européens sont directement à la manœuvre, avec Français et Britanniques en tête devant les États-Unis de plus en plus en «réserve» militaire et politique. Or, malgré les rodomontades annonçant comme imminente la chute du dictateur libyen, ce conflit s'éternise. Il a déjà coûté plus de 100 millions d'euros en trois mois au contribuable français. Selon les amiraux, la capacité d'intervention du groupe aéronaval français atteint la limite de ses capacités techniques. L'«Air chief marshal» de la «Royal Air Force» et le «First sea lord» de la marine britannique ne disent pas autre chose. Et d'autres engagés sur le théâtre libyen comme les chasseurs danois rentrent chez eux après avoir épuisé toutes les munitions de leur armée de l'air...

Comment quitter le ciel de la Libye ?

La solution militaire s'éloigne. Le jour des négociations, peut-être déjà engagées par les «démocrates» de Benghazi, approche. Cette fois-ci, ce sera aux Européens, surtout franco-britanniques, plus qu'aux Américains, de savoir s'y prendre à temps...

Dernières Nouvelles d'Alsace,  
23 juin

Jean-Claude Kiefer

---

Justificatif pour les Etats-Unis d'être présent en Afghanistan :

### 3-3 Le gouverneur de la banque centrale d'Afghanistan fuit aux États-Unis...

Le gouverneur de la banque centrale afghane Abdul Qadir Fitrat a annoncé sa démission «immédiate» le 27 juin 2011 à Washington.

Le gouverneur de la Banque centrale afghane s'est réfugié aux États-Unis en se disant menacé à la suite du scandale de détournements massifs dans une banque détenue en partie par des proches du pouvoir, lequel l'accuse d'avoir voulu fuir d'éventuelles poursuites.

Cette affaire jette une nouvelle ombre sur la probité du gouvernement du président Hamid Karzaï et souligne la fragilité de l'État afghan au moment où les Occidentaux, emmenés par les États-Unis, s'apprêtent à entamer leur retrait du pays, dix ans après avoir chassé les Talibans du pouvoir.

Le gouverneur de la banque centrale afghane Abdul Qadir Fitrat a annoncé à la presse sa démission «immédiate» lundi à Washington.

M. Fitrat, qui disposerait d'un permis de résidence permanent aux États-Unis selon certaines sources, a dénoncé des «interférences répétées de la part de hautes autorités politiques» dans les affaires de la banque centrale.

«Ma vie était vraiment en danger, notamment depuis que j'ai parlé au Parlement et donné le nom de certaines personnes qui sont responsables de la crise de la Kabul Bank», a-t-il également déclaré, cité par la BBC.

La Kabul Bank, première banque privée du pays, a été placée sous le contrôle de la Banque centrale fin 2010 alors qu'elle se trouvait au bord de la faillite, ses dirigeants étant soupçonnés de détournements de fonds massifs, de l'ordre de 900 millions de dollars selon des sources proches du dossier.

Parmi ses propriétaires figurent un frère du président Karzaï, Mahmood Karzaï, et un frère du vice-président Mohammad Qasim Fahim.

La présidence afghane a de son côté accusé le gouverneur d'avoir fui.

«Il s'agit d'une fuite, non d'une démission», a déclaré mardi à l'AFP le porte-parole de M. Karzaï, Waheed Omer. «Il n'est plus un gouverneur, mais un gouverneur en fuite», a sèchement ajouté M. Omer, en jugeant «infondées» ses déclarations mentionnant des menaces. «Il n'a jamais dit à personne au gouvernement que sa vie était en danger», a ajouté le porte-parole.

Un autre porte-parole de la présidence, Siamak Herawi, a lui déclaré que M. Fitrat était lui-même mis en cause dans l'affaire de la Kabul Bank, et qu'il a ainsi voulu échapper à d'éventuelles poursuites. «Nous pensons que cela a peut-être été la raison de sa fuite», a-t-il ajouté.

L'affaire de la Kabul Bank a jeté une lumière crue sur le chaos et la corruption du système financier national, alors que les troupes américaines s'approprièrent à quitter progressivement ce pays, dix ans après l'éviction des résistants, dont l'insurrection s'intensifie ces dernières années.

Le Fonds monétaire international (FMI) a prévenu que l'attribution d'un programme d'assistance financière à l'Afghanistan était conditionnée à un accord avec Kaboul pour résoudre cette crise.

M. Omer a minimisé le départ de M. Fitrat en estimant qu'il n'aurait «pas un impact majeur» sur la capacité du pays à résoudre la crise de la Kabul Bank.

Le FMI comme les États-Unis, premier bailleur de fonds de l'Afghanistan, ont eux aussi pris acte de ce départ et indiqué qu'ils continueraient à appeler Kaboul à réformer son système financier, quelle que soit l'identité du gouverneur de la banque centrale.

«Cela va miner encore davantage la réputation du gouvernement aux yeux des donateurs internationaux», a de son côté souligné Gran Hewad, de l'Afghanistan Analysts Network (AAN), un centre de recherche international basé à Kaboul. Selon certains responsables occidentaux à Kaboul, l'Afghanistan pourrait se trouver à court de liquidités dès le début du mois prochain en raison de ce scandale. Mais au final, note Sayed Massoud, professeur d'économie à l'université de Kaboul, «c'est le peuple afghan qui en souffrira le plus».

28 juin

Agence France-Presse

[http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/economie/international/201106/28/01-4413234-le-gouverneur-de-la-banque-centrale-dafghanistan-quitte-les-etats-unis.php?utm\\_source=bulletinLPA&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=retention](http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/economie/international/201106/28/01-4413234-le-gouverneur-de-la-banque-centrale-dafghanistan-quitte-les-etats-unis.php?utm_source=bulletinLPA&utm_medium=email&utm_campaign=retention)

---

### 3-4 M. K. Bhadrakumar : Une affaire bancaire "carbonisée" révèle le désaccord US-afghan.

La piste du scandale de la Banque de Kaboul, qui a été initialement déclenchée par ce que l'on appelle l'Afghan Threat Finance Cell (ATFC)[1] [la cellule financière sur la menace afghane], une unité peu connue de l'ambassade des États-Unis à Kaboul, a conduit jusqu'à une chambre d'hôtel en Virginie, dans la banlieue de Washington.

Le gouverneur de banque centrale d'Afghanistan, Abdul Fitrat Qadir, un ancien fonctionnaire du Fonds monétaire international (FMI) et conseiller à la Banque mondiale, s'est enfui de Kaboul dans l'affolement, au moment même où le gouvernement afghan était sur le point de l'interroger sur ce scandale.

Fitrat, qui bénéficie d'un statut de résident permanent aux États-Unis, a annoncé sa démission depuis son hôtel de Virginie et, dans les deux heures, il passait sur les ondes, interviewé par Radio Free Europe/Radio Liberty, qui diffusait sa version de l'histoire sur les sommets et les vallées de l'Hindou-Kouch. Pour l'essentiel, sa version est qu'il a dénoncé ce scandale bancaire et qu'il n'est pas un fraudeur, et qu'il craint pour sa vie en raison de son témoignage devant le parlement afghan, il y a deux mois, dans lequel il avait impliqué nommément certaines personnes influentes dans la structure du pouvoir à Kaboul.

Fitrat a produit une liste de ce qu'il dit représenter près de US \$ 800 millions de prêts frauduleux, sortis par la direction et les actionnaires politiquement liés au prêteur.

Le gouvernement afghan a lancé un mandat d'arrêt contre Fitrat et l'a envoyé à l'ambassade américaine à Kaboul. Il n'y a pas de traité d'extradition entre les États-Unis et l'Afghanistan et si quelqu'un dans le gouvernement de Kaboul s'imagine vraiment que les États-Unis leur remettront Fitrat, cela relèvera d'une chimère afghane. Fitrat fut l'un de leurs indicateurs clés (et celui du FMI), qui contrôlait le secteur bancaire en Afghanistan.

Le gouvernement afghan a littéralement mis en garde l'ambassade américaine à Kaboul, laquelle, sous l'ambassadeur sortant Karl Eikenberry, a été en désaccord avec les dirigeants afghans pendant les deux dernières années.

Selon ce que perçoit le gouvernement afghan, Fitrat était le véritable cerveau derrière l'initiative prise l'année dernière par l'ATFC de dénoncer la Banque de Kaboul. Il n'est pas surprenant qu'à peu près tous les camps - le gouvernement afghan, le gouvernement américain et l'accusé dans le scandale de la Banque de Kaboul - veuillent mettre la main sur Fitrat. Il est devenu une entité précieuse et il ne se considère en sûreté que sur le sol américain.

Ses mentors américains ont apparemment conseillé à Fitrat de s'enfuir de Kaboul de peur qu'il ne se retrouve en détention dans une prison de Kaboul et qu'il soit contraint de vendre la mèche et de révéler le rôle de l'Amérique dans la Banque de Kaboul.

Le cœur du problème est qu'il ne s'agit pas d'une simple escroquerie bancaire. Parmi les accusés, il y a des personnages puissants dans la structure du pouvoir en Afghanistan. Les principales cibles des États-Unis sont sans aucun doute le président afghan Hamid Karzaï et le vice-président Mohammed Fahim, dont, respectivement, le frère et le neveu sont présumés être impliqués dans cette escroquerie.

Les États-Unis ont cherché des crosses à Fahim pendant un certain temps, parce qu'ils estimaient que tant que l'homme fort du Panshir continue de soutenir Karzaï, les tentatives de déloger le président afghan ou pour mettre un terme au mépris croissant que celui-ci affiche envers le diktat américain ne fonctionneront pas.

Par ailleurs, Washington a soutenu deux autres « Panshiris » - Abdullah Abdullah, l'ancien ministre des Affaires étrangères, et Amrullah Saleh, l'ancien chef du renseignement, qui ont tous deux été limogés par Karzaï -, mais, au bout du compte, c'est Fahim qui dicte sa loi, alors qu'il a hérité de la milice tadjik qui était autrefois dirigée par Ahmed Shah Massoud.

Une solide réussite des États-Unis dans ce marchandage fut de faire voler en éclat le camp Panshiri, qui entretenait auparavant des liens étroits avec l'Iran et la Russie.

L'escroquerie bancaire en tant que telle n'est pas essentiellement différente des pratiques courantes dans de nombreux pays dans le monde, y compris dans des pays semi-développés comme la Turquie, les Emirats Arabes Unis ou le Brésil, avec des actionnaires des banques privées qui en détournent le capital pour leurs affaires. Pourquoi les États-Unis font-ils toute une histoire sur cette question ? C'est la grande question. Pour citer Martine van Bijlert, une commentatrice sur les affaires afghanes :

*Les enquêtes sur la Banque de Kaboul donnent un aperçu des principaux secteurs dans lesquels les réseaux d'affaires afghans ont investi et comment ils se coisent. Ces secteurs comprennent le carburant (importation, stockage et transport - en partie pour le marché des consommateurs normaux, mais dans une mesure importante et croissante au service des importants contrats avec les USA et l'OTAN, à travers, entre autre, le réseau de distribution en expansion du Nord) ; les mines (qui ne rapportent pas beaucoup d'argent pour l'instant, mais où il y a une compétition pour décrocher les contrats) ; le secteur bancaire (chaque homme d'affaires qui se respecte aimerait avoir une banque à lui) ; l'immobilier (principalement à Dubaï, mais aussi en Afghanistan) ; et, les matériaux de construction et les biens de consommation (importation, distribution, fabrication) - bien que ce dernier point n'ait pas tellement fait surface ici [...] Les groupes d'affaires puissants ont tendance à avoir, ou à chercher, à mettre un pied dans la plupart de ces secteurs, voire tous. L'affaire en cours contre la Banque de Kaboul est la mise au jour lente et publique d'un des réseaux d'affaires afghans lié au monde politique.*

Il n'y a rien d'extraordinaire, ici, en termes d'économie politique comparée à la plupart des pays en développement.

Cependant, une particularité de l'escroquerie afghane est que la Banque de Kaboul détient les dépôts de milliers de soldats et de policiers afghans et que l'effondrement de cette banque pourrait conduire à un très grand mécontentement au sein de l'appareil de sécurité et parmi les gens ordinaires, ce qui pourrait s'avérer être politiquement embarrassant pour Karzaï.

Deuxièmement, la Banque de Kaboul gère près de 80% des décaissements du gouvernement afghan pour payer les salaires des employés de l'État, et le FMI est rapidement intervenu l'année dernière, alors même que le scandale éclatait, pour imposer que des aides supplémentaires pour l'Afghanistan soient gelées jusqu'à ce que ce problème soit résolu comme il l'entend, ce qui, à son tour, menace le gouvernement Karzaï d'une « crise de liquidités » à un moment politique très sensible.

Les États-Unis visaient simultanément à obtenir que le parlement afghan mette son nez dans l'escroquerie de la Banque de Kaboul, afin d'obtenir des députés qu'ils cherchent des crosses à Karzaï. Ce modèle parallèle mérite quelques explications. Le fait est que grâce aux irrégularités lors des élections législatives de l'an dernier et aux conditions instables dans les régions du sud, un nombre élevé disproportionné de non-Pachtounes a été élu dans l'actuel Parlement, et qu'Abdullah (qui bénéficie du soutien des États-Unis) y contrôle un groupe important. C'est-à-dire que Karzaï se retrouve quasiment face à un parlement « inamical », qui se trouve être lourdement influencé par l'ambassade américaine à Kaboul.

La réponse de Karzaï a été d'instituer un tribunal chargé de régler les contestations des résultats électoraux, ce qui vient de conduire à l'invalidation de quelques six douzaines de députés. Le tribunal a annoncé son verdict le week-end dernier.

Évidemment, lorsque Fitrat a porté l'escroquerie de la Banque de Kaboul devant le parlement, il y a deux mois, et qu'il a pris la décision extraordinaire de mentionner sur le registre les noms des personnes si puissantes, associées à la structure du pouvoir à Kaboul, il n'agissait que sur les conseils de ses mentors américains, qui avaient la certitude de dépasser les bornes. En tant qu'Afghan ethnique - un Tadjik de la province reculée du Badakhshan - Fitrat devait certainement savoir qu'il s'attaquait à une forte partie qui était au-dessus de ses capacités quand il a joué contre le pouvoir en place à Kaboul.

A présent, avec le verdict du tribunal qui a invalidé ces députés afghans et la perspective d'un changement radical et de poids dans l'alchimie du Parlement afghan - qui aura très probablement pour conséquence un « basculement » en faveur de Karzaï - le jeu américain est presque certainement fichu. Et l'ambassade américaine à Kaboul a pris la bonne décision en donnant pour instruction à Fitrat de retourner sous sa bannière, à Washington. Il est devenu ce que Graham Greene pourrait appeler une « affaire calcinée ».

A quoi riment toutes ces intrigues des États-Unis ? Premièrement, elles soulignent que les États-Unis ne parviennent pas, ni de près ni de loin, à exercer des pressions directes sur Karzaï, pour qu'il accorde des conditions favorables à un accord de partenariat stratégique visant à l'établissement de bases militaires américaines en Afghanistan. L'ambivalence dans le discours de « retrait » du président américain Barack Obama, il y a 10 jours, montre que les États-Unis gardent très ouverts les plans pour l'avenir de la plupart des 68.000 soldats, qui resteront en Afghanistan au-delà du retrait, en 2014.

Walter Pincus, qui rapporte sur les renseignements, la défense et la politique étrangère pour le Washington Post, a écrit lundi dernier :

*Les États-Unis peuvent prévoir de réduire leurs effectifs militaires en Afghanistan au cours des trois prochaines années, mais les nouveaux contrats de construction à l'aéroport de Bagram servent à se rappeler que les plans actuels exigent, là-bas, une présence importante et continue de l'armée américaine.*

*Bagram, une ancienne installation aérienne russe, abrite aujourd'hui quelques 30.000 personnels de l'infanterie et de l'armée de l'air américaines, ainsi que de l'OTAN. Cette base a toujours été considérée comme la plaque tournante de la présence actuelle et future de l'armée américaine en Afghanistan. Début juin, le US Army Corps of Engineers [le corps du génie militaire US] a accordé un contrat de 14,2 millions de dollars à une entreprise turque pour construire un complexe de huit casernes pour les troupes. Cette installation est prévue pour accueillir plus de 1.200 personnes, et ne doit pas être achevée avant l'automne 2013.*

*D'autres projets de construction à Bagram, soit ont tout juste été achevés, soit sont toujours prévus. En mars, la construction d'un hangar à deux aires de stationnement à 18 millions de dollars, pour des avions de transport C-130, a été achevée à Bagram, près de deux ans après son démarrage. Ce hangar couvre environ 6.000 m<sup>2</sup>. Pendant ce temps, le mois dernier, un avis d'appel d'offre a été émis pour un nouveau « poste de contrôle d'entrée » à Bagram, qui devrait coûter plus de 5 millions de dollars et qui nécessitera une année pour être achevé, soit vers la fin de 2012.*

Cela concerne simplement Bagram. Selon le journal russe Moskovskïïe Novosti, les USA projettent d'avoir quatre autres énormes bases militaires, en dehors de Bagram, près de Kaboul, sur une base à long terme - Shindand, à l'ouest sur la

frontière avec l'Iran, Jalalabad à l'est et Kandahar au sud (ces deux derniers sites, à la frontière avec le Pakistan) et Mazar-i-Sharif (en cours de construction à l'heure actuelle) dans la région frontalière avec l'Asie centrale.

L'influent quotidien moscovite Nezavissimaïa Gazeta a rapporté, la semaine dernière, que le Tadjikistan avait proposé à l'OTAN son aéroport d'Aini, lequel, ironiquement, avait été construit par l'Inde, qui espérait le conserver comme base en Asie centrale près de la frontière avec la Chine. Un expert russe bien connu, Alexander Knyazev, a été cité par ce quotidien : *Les Américains conserveront des garnisons dans seulement quelques endroits clés de la partie sud de l'Afghanistan et se retireront vers le nord de l'Afghanistan et les pays d'Asie centrale, à savoir, le Kirghizistan et le Tadjikistan. Ils construisent déjà une importante base militaire dans la partie nord de l'Afghanistan (Mazar-i-Sharif) et essayent d'y façonner une opinion publique favorable [...] En sécurisant des positions clés en Asie centrale, les Américains répondront à leur tâche qu'ils considèrent comme étant d'une importance primordiale : ils seront en position d'agir contre les intérêts de la Chine, de la Russie et de l'Iran.*

L'expression de Knyazev « *essayer de façonner une opinion publique favorable* » dans le nord de l'Afghanistan est très significative. C'est là que Fahim et les Panshiris entrent en jeu. Fahim se révèle être un obstacle pour les Américains à deux égards. Premièrement, son soutien ouvert à Karzaï gêne la tentative américaine de déstabiliser le président afghan et de le rendre politiquement vulnérable. Karzaï a brillamment forgé une alliance avec les deux figures tadjiks les plus importantes dans le nord - Fahim et Burhanuddin Rabbani (l'ancien président qui dirige le Haut Conseil afghan pour la Paix et qui est un interlocuteur important avec le Pakistan).

L'axe Karzaï-Fahim-Rabbani ferme quasiment la passerelle aux États-Unis d'accéder à la région nord. Le plan de jeu américain est en quelque sorte de passer un accord avec les Résistants sur la base suivante : les Américains leur « *céderaient* » les régions au sud de l'Afghanistan, en contrepartie de leur accord pour une présence militaire américaine à long terme dans le pays.

Il y a un autre problème avec une telle partition de fait de l'Afghanistan : c'est le développement numéro un que le Pakistan redoute le plus, puisque cela entretiendrait le feu du nationalisme pachtoune et frapperait au cœur même de l'unité nationale du Pakistan. (Ce qui explique la stratégie américaine de maintenir le Pakistan hors de la boucle et, à la place, de préférer des négociations directes avec les dirigeants Résistants.)

De la même manière, Karzaï et ses alliés s'opposent également à toute division de fait de l'Afghanistan. Les États-Unis prennent en compte le fait que Karzaï ait rapidement diversifié ses relations extérieures et pris un intérêt actif dans les affaires régionales, ce qui lui a permis au fil du temps de s'assurer le soutien de la Russie, de la Chine et de l'Iran - et d'Islamabad (dans une certaine mesure), en dépit de la complexité des relations afghano-pakistanaïses. Karzaï est en mesure de puiser dans l'inquiétude profonde de ces pays de la région à propos de la perspective d'une présence militaire américaine à long-terme dans la région.

Ce qui rend l'affaire de la Banque de Kaboul de la plus haute importance pour les États-Unis, c'est qu'ils voient cette escroquerie comme un moyen d'affaiblir Fahim, qui, soit dit en passant, a été un haut dirigeant de l'ancienne Alliance du Nord, qui était soutenue par la Russie, l'Iran, l'Inde et le Tadjikistan.

Ce jeu du chat et de la souris entre Karzaï et les États-Unis a finalement éclaté au grand jour avec la fuite de Fitrat à Washington. Karzaï a déjà affirmé que la question centrale dans l'escroquerie de la Banque de Kaboul est que l'Afghanistan n'avait pas l'expérience bancaire nécessaire pour surveiller cette institution et lui avait permis d'être guidée par des « *conseillers étrangers* ». De toute évidence, Fitrat, après avoir été gouverneur de la banque centrale, avait une bonne vision de ce qui se passait dans la Banque de Kaboul, jusqu'à ce que cette escroquerie, pilotée par l'ambassade américaine à Kaboul, soit révélée.

En somme, le gouvernement afghan a tracé une ligne rouge en envoyant le mandat d'arrêt de Fitrat à l'ambassade américaine à Kaboul. Le message est assez brutal : « *Si vous savez ce qui est bon pour vous, ne vous immiscez pas dans nos affaires internes !* » Washington sera bien avisé de prendre le message au sérieux alors que les responsables afghans ont prévenu ouvertement : « *Il [Fitrat] sera ramené ici [à Kaboul] pour faire face à la justice. Nous le poursuivrons.* »

Une phase discrète dans les activités américaines sur l'échiquier politique afghan aidera certainement à calmer les esprits. Il devrait maintenant être clair comme de l'eau de roche que les dirigeants afghans sont en phase avec l'opinion populaire dans le pays, dans son profond ressentiment envers l'occupation américaine.

Karzaï a les mains liées. Il est peut-être disposé à tolérer la présence militaire américaine, à condition que les troupes américaines et de l'OTAN soient prêtes à fonctionner sous les lois afghanes. Mais cela est hors de question pour Washington et Bruxelles - ou n'importe quelle capitale occidentale - et il n'y a pas de précédent.

De même, la tactique de pression du FMI ne pourra que faire boomerang - à moins que le motif inavoué d'Obama soit de déstabiliser complètement la situation de l'Afghanistan avant de s'en éloigner, afin de laisser beaucoup de décombres à nettoyer pour les puissances régionales. Qu'est-ce que le FMI et les États-Unis espèrent-ils accomplir exactement en créant, à ce stade, une « *crise de liquidités* » pour le gouvernement afghan ? Encore une fois, si l'intention est d'obliger Karzaï à se mettre à genoux et à quémander pardon, cela trahit un manque criant de la compréhension du caractère afghan.

Enfin, si le plan de jeu du FMI et des États-Unis est en quelque sorte d'obtenir que Karzaï soit écarté du pouvoir et de le voir remplacé par un dirigeant de substitution doté d'une certaine expérience de la Banque Mondiale, cela ne marchera pas - même si ce dernier est d'ethnie pachtoune. Le paradoxe est qu'il y a encore un autre parti aujourd'hui qui est impliqué dans la question de qui gouvernera l'Afghanistan au-delà de 2014 : les Résistants.

Le FMI et les États-Unis devraient voir l'imminence de la catastrophe quand une demi-douzaine de kamikazes marcheront sur l'Hôtel Intercontinental de Kaboul et qu'il faudra faire appel aux avions et aux troupes de l'OTAN pour contrer leur invasion. *M K Bhadrakumar a servi en tant que diplomate de carrière dans les services extérieurs indiens pendant plus de 29 ans. Ses affectations incluent l'Union Soviétique, la Corée du Sud, le Sri Lanka, l'Allemagne, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Ouzbékistan, le Koweït et la Turquie.*

Copyright 2011 - Asia Times Online / Traduction [JFG-QuestionsCritiques].

## Note :

[1] L'Afghan Threat Finance Cell (ATFC) est un regroupement de diverses agences militaires et civiles américaines, organisé pour enquêter sur le financement d'ensemble des Taliban et pour combattre la corruption qui maintient les coffres des résistants bien remplis.

L'ATFC a commencé ses opérations à la mi-2009. Elle comprend environ 30 spécialistes, prêtés par le Département de Répression du Trafic de Drogue, le Département du Trésor, le Département de la Justice, le Commandement Central du Département de la Défense, la CIA et le FBI.

M. K. Bhadrakumar

Asia Times Online, le 1er juillet 2011

article original : "'Burnt-out' bank case exposes US-Afghan rift"

[http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/M\\_K\\_Bhadrakumar/Afghanistan\\_Karzai\\_Banque\\_de\\_Kaboul\\_Etats-Unis\\_Fitrat\\_300611.htm](http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/M_K_Bhadrakumar/Afghanistan_Karzai_Banque_de_Kaboul_Etats-Unis_Fitrat_300611.htm)

---

## 3-5 M. K. Bhadrakumar : Pourquoi Karzaï invective les Etats-Unis.

Samedi dernier, le président afghan Hamid Karzaï a créé la surprise en affirmant pour la première fois en public que les « *Etats-Unis sont impliqués dans des pourparlers de paix avec le Taliban* ». Cette déclaration arrive dans le contexte des tensions croissantes que rencontrent les efforts de Washington, qui pousse Karzaï à accepter un accord de partenariat stratégique permettant l'installation de bases militaires permanentes US/OTAN.

Les projets d'accord étasunien et afghan divergent radicalement. Samedi, Karzaï a formulé des conditions préalables strictes en vue de conclure un accord de partenariat stratégique : « *Les forces étrangères doivent être dirigées selon les lois afghanes et l'aide étrangère doit être canalisée à travers le gouvernement afghan* ». Il a ajouté qu'en cas d'accord, « *l'Afghanistan veut une armée complètement équipée et qui inclut des avions F-16 pour les liens stratégiques avec les Etats-Unis.* »

Karzaï s'exprimait juste avant l'annonce du Président US Barack Obama sur le retrait des troupes américaines en juillet, qui laisserait entendre que le Pentagone recherche un simple retrait notionnel à ce stade, afin que le « *surge* » puisse effectivement se poursuivre jusqu'à fin 2012.

Les intérêts de Karzaï sont en contradiction avec les priorités du Pentagone. Il s'est retenu de condamner explicitement le « *surge* ». Le Conseil de Sécurité des Nations-Unies a décidé vendredi de séparer le régime des sanctions contre le Taliban de celui contre al-Qaïda et a pris des dispositions pour supprimer les sanctions qui frappent certains leaders Taliban. L'ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'ONU, Susan Rice, a déclaré : « *Les Etats-Unis pensent que le nouveau régime de sanctions pour l'Afghanistan servira d'outil important pour encourager la réconciliation [...] [Le nouveau régime de sanctions] a envoyé un message clair au Taliban qu'il y a un avenir [...]* »

Mais Karzaï a bien fait comprendre que ceci est l'affaire de l'Amérique et qu'il ne joue aucun rôle dans les pourparlers avec le Taliban. « *Les forces étrangères [l'OTAN], en particulier l'Amérique, conduisent elles-mêmes ces pourparlers. Du côté du gouvernement, nous n'avons aucune négociation avec eux.* » Evidemment, il ressent de l'irritation que les Etats-Unis lui aient coupé l'herbe sous le pied.

Quand le chantage fait boomerang

Karzaï se trouve aujourd'hui dans la position désagréable d'apprendre par les Américains comment les choses se déroulent sur le front de la paix. D'un autre côté, les éléments non-Pachtounes qui appartiennent à l'ancienne Alliance du Nord pointent leurs fusils contre lui, en l'accusant de « *brader le pays* » aux Résistants. Karzaï sait suffisamment bien que certaines de ces personnalités de l'opposition autoproclamées, comme l'ancien chef des services de renseignements Amrullah Saleh ou l'ancien ministre des affaires étrangères Abdulhah Abdulhah, bénéficient du copinage avec les Etats-Unis. Karzaï se sent frustré par l'ensemble des intentions étasuniennes. Dernièrement, les Américains ont commencé à répandre l'information selon laquelle Karzaï a l'intention de se retirer de la politique lorsque son mandat se terminera en 2014. En effet, des accords directs entre les Etats-Unis et le Taliban finiront par sacrifier Karzaï de la politique afghane d'ici à 2014. Mais il est déterminé à ne pas se laisser facilement convaincre et il pourrait ne pas hésiter à travailler sur des intérêts communs, même avec le Pakistan, qui se trouve également hors de la boucle concernant l'entreprise anglo-américaine engageant le dialogue avec les Résistants. Karzaï a dit ostensiblement que le rôle du Pakistan dans le processus de réconciliation était « *très important* ».

Karzaï se retranche derrière ses conditions préalables, en vue de conclure cet accord de partenariat stratégique avec les Etats-Unis. Jusqu'à présent, le plus près où il est arrivé a été une conférence de presse qui s'est tenue au palais présidentiel à Kaboul le 11 avril dernier : « *Nous leur avons fait valoir nos diverses conditions préalables et nous les avons tenus pour responsables [...] Les conditions relatives à l'aide des Etats-Unis, les opérations militaires défailtantes et autres qui ont [actuellement] empêché le gouvernement afghan de se renforcer, de même que la légalisation de la présence des forces étrangères, sont mentionnées dans le projet envoyé aux responsables américains. Si l'Amérique veut des relations avec nous, elle devrait accepter nos conditions qui sont logiques.* »

C'est sans surprise que l'administration Obama est furieuse. L'accord de partenariat stratégique est aujourd'hui l'aspect le plus important des relations entre les Etats-Unis et Karzaï. Il déterminera les liens politiques, militaires et économiques des USA avec l'Afghanistan pour les décennies à venir et il fait partie intégrante des stratégies régionales étasuniennes en Asie Centrale contre la Russie et la Chine.

L'administration Obama espérait que cet accord soit signé d'ici juillet et que les conditions préalables de Karzaï se résument à un simple effet de manche pour arracher des concessions financières. (Karzaï insiste sur le fait que la future aide des Etats-Unis devra passer par son gouvernement. Le volume d'argent pourrait s'élever à des milliards de dollars). L'administration Obama teste actuellement la détermination de Karzaï.

Les enquêtes sur les pratiques frauduleuses de la Banque de Kaboul ont fourni une arme opportune à Washington pour coincer Karzaï, puisque des politiciens afghans influents qui sont alignés sur lui ont été impliqués dans ce scandale. Karzaï maintient que cette crise est arrivée au tout départ à cause des mauvais conseils occidentaux sur les pratiques bancaires internationales. De toute façon, le FMI a pris l'affaire en main et a rejeté le plan de Karzaï pour sauver cette banque. Cela signifie un gel des versements de la part du Fonds en fiducie pour la reconstruction de l'Afghanistan (FFRA) administré par la Banque Mondiale, alors qu'un ensemble de mesures de soutien par le FMI est un sceau d'approbation que la plupart des donateurs attendent avant de promettre leur aide. Le gouvernement de Karzaï se dirige vers une contraction de liquidités et pourrait avoir des difficultés pour verser les salaires des fonctionnaires.

Le FFRA devait débloquer 200 millions de dollars cette année pour le paiement des salaires. La Grande-Bretagne a stoppé ses versements en mars. Au milieu de tout cela, Obama a établi une vidéo conférence avec Karzaï la semaine dernière, durant laquelle il a apparemment exprimé ses inquiétudes à propos de cette crise bancaire et il l'a liée explicitement à la relation à long-terme entre les Etats-Unis et l'Afghanistan. Mais Karzaï résiste à la pression des Etats-Unis. Il a envoyé son ministre des finances, Omar Zakhilwal, pour une visite de 12 jours à Moscou afin de trouver en Russie de quoi soulager sa dette.

Contacts régionaux

Manifestement, les divergences se creusent, alors même que les négociations sur le statut de cet accord ont repris à Kaboul samedi dernier avec la visite d'une délégation américaine.

Les Américains pourraient mal interpréter que la discorde avec Karzaï se résume à sa mentalité de « rentier », telle qu'elle est perçue, et qu'il pourrait être persuadé à travers la pression du FMI et des propositions d'argent. Washington pourrait faire un grave et mauvais calcul sur le sens de l'honneur afghan.

Washington ignore que les Etats-Unis perdent lentement mais sûrement leur monopole sur la résolution du conflit en Afghanistan et que Karzaï ne peut plus être écarté des contacts avec les puissances régionales. La position provocante prise par Karzaï samedi dernier est arrivée peu après son retour à Kaboul de sa participation à la réunion au sommet de l'Organisation de la Coopération de Shanghai (OCS) à Astana.

Ce sommet de l'OCS a adopté, mercredi, une déclaration appelant à un Afghanistan « neutre et indépendant » (comprendre : libre de toute occupation étrangère). Nurusultan Nazarbayev, le président du Kazakhstan, qui accueillait Karzaï, a déclaré officiellement : « *Il est possible que l'OCS assume la responsabilité sur de nombreuses questions en Afghanistan après le retrait des forces de la coalition en 2014.* »

Il se trouve que samedi a été également une journée extraordinaire avec l'arrivée à Kaboul du ministre iranien de la défense, Ahmad Vahidi, une visite sans précédent dans l'histoire des relations afghano-iraniennes, pour « explorer les voies d'une extension des liens entre nos deux pays voisins ». La visite de Vahidi représente indubitablement une grosse rebuffade pour l'administration Obama.

Vahidi est allé directement au but en parlant du statut de l'occupation étasunienne de l'Afghanistan après 2014. Il a dit à Karzaï : « *Assurer la stabilité régionale ne sera possible que par les efforts collectifs des pays de la région et le retrait des forces étrangères* ».

En attendant, Karzaï a déjà manœuvré pour tenir une loya jirga (grand conseil) peu après la fête de l'Aïd. Telles que se présentent les choses, la probabilité d'une telle réunion tribale traditionnelle approuvant des bases militaires permanentes US/OTAN est éloignée. Le peuple afghan milite contre l'occupation étrangère de leur pays.

Le plan de jeu américain consistait à rassembler suffisamment de soutien au parlement afghan pour cet accord stratégique. Mais une loya jirga est une tout autre histoire ! Dans les remarques qu'il a faites samedi, lesquelles ont été télédiffusées dans tout le pays, Karzaï a dit : « *Elles [les forces de l'OTAN emmenées par les USA] sont ici pour leurs propres objectifs, pour leurs propres buts, et elles se servent de notre sol pour cela* ». Il en appelle au nationalisme afghan.

En somme, l'administration Obama voit la conclusion de cet accord stratégique avec Karzaï, les pourparlers directs avec les Résistants et le retrait des troupes en juillet, comme des vecteurs entremêlés d'un processus d'ensemble où Washington aura le commandement total – assisté de façon compétente par Londres. Obama aura du mal à avaler qu'il doit accepter que les lois afghanes prévalent sur la conduite de ses troupes.

Karzaï affirme avec provocation que c'est sa prérogative de décider des opérations de « *montée en puissance* » de l'OTAN et des forces étrangères américaines. Karzaï insiste sur le fait que la réconciliation avec le Taliban devrait être « *menée par les Afghans* », afin que son leadership ne soit pas mis en danger, et il lie la présence à long-terme de troupes étasuniennes à ses conditions préalables, disant que les Américains devront dépendre de lui et apprendre à travailler sous son leadership plutôt que l'inverse.

Il menace de s'en remettre au peuple afghan si les Américains ne remplissent pas les conditions préalables. Karzaï compte sur un rôle d'équilibrage de la part des puissances de la région dans cette fin de partie afghane. Il est intéressant qu'il ait critiqué violemment, samedi, l'intervention militaire de l'OTAN en Libye.

*M K Bhadrakumar a servi en tant que diplomate de carrière dans les services extérieurs indiens pendant plus de 29 ans. Ses affectations incluent l'Union Sovétique, la Corée du Sud, le Sri Lanka, l'Allemagne, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Ouzbékistan, le Koweït et la Turquie.*

### 3-6 AFP : Un retrait partiel en question avant la présidentielle de 2012 !

L'engagement de la France en Afghanistan s'imisce dans la campagne pour la présidentielle de 2012, au moment où se pose la question d'un premier retrait, même très partiel, dès cette année des troupes françaises.

Avec neuf soldats français morts en Afghanistan en moins de six mois, 2011 est déjà l'une des années les plus meurtrières pour les troupes françaises déployées depuis près de dix ans dans le pays.

Sur le terrain, les affrontements directs avec les résistants ont pourtant diminué de moitié par rapport à l'année dernière dans les zones où opèrent l'essentiel des 4.000 soldats français.

Selon l'état-major des armées, l'opération Endurance engagée au printemps vise notamment à maintenir en permanence deux compagnies - soit 200 à 300 hommes - au contact de la population, pour empêcher le retour des résistants dans les zones de l'est du pays où sont déployées les troupes françaises.

Une plus forte présence française a contraint les résistants à éviter les accrochages avec les soldats de l'Otan, au profit des attaques par mines artisanales, les IED ou engins explosifs improvisés.

Dans ces régions proches du Pakistan, les militaires français devraient transférer avant la fin de l'année aux Afghans la responsabilité de la sécurité du district de Surobi, pour concentrer leurs efforts plus au nord, en Kapisa.

Un transfert, dont la date n'est pas fixée, constituerait un premier succès pour l'exécutif à l'approche de la présidentielle en France.

Les Etats-Unis, qui fournissent 100.000 des 130.000 soldats de la coalition sous commandement de l'Otan, doivent pour leur part commencer à réduire leur contingent dès juillet, un an avant l'élection présidentielle américaine.

Calendrier électoral oblige, la question d'un retrait partiel se pose également en France, avant le désengagement définitif des forces de la coalition prévu pour 2014.

Un premier retrait permettrait au président Nicolas Sarkozy et à l'UMP de désamorcer les critiques du Parti socialiste, qui a annoncé sa volonté d'accélérer le désengagement des troupes en cas d'alternance en 2012.

Après la mort d'Oussama Ben Laden, les leaders du PS, dont le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Jean-Marc Ayrault, ont estimé qu'il fallait «amorcer un retrait» des troupes françaises, l'objectif qui a conduit à l'engagement de la France étant «largement atteint».

Mais des voix se sont également élevées à droite, comme celle du président UMP de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée, Axel Poniatowski, pour réclamer l'amorce «dès l'été» d'un retrait des troupes.

Le ministère de la Défense rappelle pour sa part que «les ministres des Affaires étrangères et de la Défense se sont exprimés pour dire que l'objectif d'un retrait partiel au deuxième semestre 2011 restait une option ouverte et étudiée». «Tout ça s'inscrit dans le cadre d'engagements pris par la France au sommet de Lisbonne» de l'Otan, en novembre 2010, «sur la base d'un retrait progressif d'ici 2014», a souligné jeudi le porte-parole adjoint du ministère.

Interrogé le 8 juin lors des Assises de la recherche stratégique sur les hypothèses de retrait et de sortie de crise en Afghanistan, le général Henri Bentégeat, ancien chef d'état-major des armées (2002/2006), a quant à lui estimé qu'«au fond des choses, il s'agit bien de sauver la face», en soulignant que «c'est ce qui se dit dans les couloirs de l'Otan».

18/06

AFP

---

### 3-7 M. K. Bhadrakumar : Un sommet à Téhéran pour contrer les Etats-Unis.

Quasi-proportionnellement à l'effondrement des liens entre Washington et ses alliés à Kaboul et Islamabad, l'Iran a intensifié ses activités politiques et diplomatiques autour du problème afghan et de la situation régionale.

Téhéran estime que les relations entre les États-Unis et les gouvernements afghan et pakistanais ont subi un sérieux revers et qu'un prompt rétablissement est peu probable.

Ainsi, une fenêtre d'opportunité s'est ouverte à Téhéran pour faire reculer l'emprise des Etats-Unis pendant dix ans sur la géopolitique de la région. Téhéran est déterminé à ne pas manquer l'occasion.

L'objectif immédiat est en quelque sorte de torpiller les plans des Etats-Unis visant à établir des bases militaires en Afghanistan et à s'étendre dans la région stratégiquement vitale d'Asie centrale, tout en débordant l'Iran à l'Est. La poussée politique et diplomatique iranienne arrive à un moment où les divergences américano-afghanes sont apparues au cours des négociations qui ont récemment été dévoilées au public.

Mais Téhéran considère également que cette partie comporte des enjeux élevés, avec des ramifications beaucoup plus large que la simple question de contrarier les plans américains d'établir des bases militaires [en Afghanistan]. Téhéran aura pour objectif de disperser le cordon de l'alliance américano-saoudo-israélienne dans le sillage des bouleversements au Proche-Orient.

Après tout, l'Afghanistan devient partie intégrante du « Grand Moyen-Orient », le Pakistan est un allié de longue date des États-Unis et de l'Arabie Saoudite et l'ensemble de ces trois pays – l'Iran, le Pakistan et l'Afghanistan – devient une plaque tournante stratégique d'une importance immense pour la géopolitique d'une vaste région s'étendant du Levant à la vallée de Ferghana.

Pour s'en assurer, l'objectif de Téhéran consistera à forger l'unité régionale avec Kaboul et Islamabad sur la base de leurs préoccupations et intérêts communs vis-à-vis de la politique américaine régionale.

Cette semaine, les efforts iraniens recevront un encouragement avec la visite à Téhéran du président pakistanais Asif Ali Zardari et du président [afghan] Hamid Karzaï, qui participeront à la conférence internationale sur le terrorisme à l'invitation du président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Cette conférence est programmée les 25 et 26 juin, mais Zardari arrive ce jeudi pour une visite de deux jours.

Le fait que Zardari et Karzaï assistent à une conférence sur le terrorisme organisée par l'Iran, à ce moment précis, est en soi un indicateur significatif de la manière dont le vent souffle actuellement sur la politique régionale. Le gouvernement saoudien aurait effectué une démarche diplomatique auprès du Pakistan, suggérant qu'il doive ignorer la conférence de Téhéran et, à la place, participer à un conclave similaire sur le terrorisme qu'il propose de convoquer prochainement à Riyad.

Les Etats-Unis seront aussi très mécontents de la décision de Karzaï d'être aux côtés de l'Iran, en ce moment, sur la « guerre contre le terrorisme ». Cela démolit l'allégation des Etats-Unis selon laquelle l'Iran foment le terrorisme. Zardari emmène avec lui une délégation de ministres, qui comprend le ministre de l'Intérieur Rehman Malik, le ministre du Pétrole et des Ressources naturelles Asim Hussain et le ministre de l'Eau et de l'Energie Syed Naveed Qamar.

Les médias iraniens ont indiqué que Zardari s'exprimera sur le projet de gazoduc irano-pakistanaï, auquel s'opposent fortement les Etats-Unis, et qu'une « étape décisive pour l'exécution de ce projet qui a déjà été retardé » peut être espérée lors de sa visite. L'Iran a déjà achevé la construction de 1.000 kilomètres de ce gazoduc sur les 1.100 km prévus sur le sol iranien. L'Iran a également proposé qu'un réseau de transport d'électricité soit construit à côté du gazoduc, reliant le réseau d'électricité de l'Iran avec celui du Pakistan. Par ailleurs, l'Iran a proposé de vendre 1.000 mégawatts/heures d'électricité au Pakistan à un taux subventionné.

#### « Tentatives de contournement »

Téhéran fait une tentative acharnée pour donner une nouvelle dynamique à ses relations bilatérales avec le Pakistan. Téhéran a traditionnellement nourri un sentiment de frustration envers l'alliance américano-pakistanaïse. Ahmadinejad a récemment déclaré que Téhéran est en possession de « preuves spécifiques » pour dire que les USA projettent de saisir les armes nucléaires du Pakistan.

En effet, compte tenu de la présence militaire américaine et du soutien américain au groupe terroriste Djundallah, qui foment la violence dans la région du Sistan-Baloutchistan en Iran oriental bordant le Pakistan, les services de renseignements iraniens sont très actifs en Afghanistan et au Pakistan. Téhéran a un mécanisme de partage du renseignement au niveau bilatéral avec le Pakistan et il est pratiquement certain que Malik discutera des voies et des moyens pour renforcer cet arrangement. Le Pakistan peut aider l'Iran à contrer le Djundallah, tandis que l'Iran peut partager des renseignements concernant les activités secrètes des Etats-Unis sur le sol pakistanaïse.

L'Iran semble partager l'estimation de la Russie et de la Chine, selon laquelle la politique étrangère pakistanaïse est en cours de correction pour réduire la dépendance politique, économique et militaire d'Islamabad sur les Etats-Unis.

De même, Téhéran prend en compte que les USA tiennent à la fois Islamabad et Kaboul à distance dans leurs négociations avec les résistants et adopte une méthode de partage des informations avec pour principe de ne les divulguer qu'à ces partenaires clés.

Samedi dernier, Karzaï s'est servi d'un discours à la nation pour fustiger les Etats-Unis et est allé jusqu'à exposer que les Etats-Unis sont déjà en pourparlers directs avec les Résistants. Fait révélateur, le Pakistan a rapidement fait comme Karzaï et a entrepris, lundi, une forte démarche à ce même égard auprès des Américains.

De hauts responsables pakistanaïses auraient fait part de leurs préoccupations au Représentant spécial adjoint Frank Ruggiero, en visite, à propos des « tentatives de Washington de contourner » Islamabad et de maintenir délibérément le Pakistan à distance dans ses efforts pour rechercher un accord de paix avec les Résistants avant le retrait progressif d'Afghanistan.

Le communiqué publié par le ministère pakistanaïse des Affaires étrangères, après les discussions entre le ministre d'Etat des Affaires étrangères Hina Rabbani Khar et Ruggiero, qui se sont tenues à Islamabad lundi, disait : « *Le ministre a souligné l'importance de la clarté et de la cohérence stratégique, de même que la transparence, afin de favoriser le peuple afghan et le gouvernement afghan dans le processus de paix et de réconciliation.* »

Le journal pakistanaïse Tribune a cité un diplomate pakistanaïse, en poste à Kaboul, alléguant qu'Islamabad est maintenu dans l'obscurité par les Etats-Unis sur ses récents contacts avec les Résistants. « *Nous savons bien que certaines réunions ont eu lieu entre les responsables américains et les Résistants afghans, en Allemagne et au Qatar. Il semble que le Pakistan soit délibérément maintenu à l'écart par les Etats-Unis afin de minimiser notre rôle dans la future donne politique en Afghanistan* », a-t-il insisté.

Une fois encore, le journal Dawn a cité sans le nommer l'un des responsables pakistanaïses qui aurait dit, « *D'un côté, ils [les Américains] parlent de l'aide du Mollah Omar, mais de l'autre, ce dirigeant Taliban est sur la liste des cinq hommes qu'ils [les Américains] veulent éliminer* », demandant sur un ton acerbe s'il pouvait y avoir également un espace dans le dialogue politique des Etats-Unis pour le réseau Haqqani.

Cependant, ce serait un jugement hâtif que de conclure qu'Islamabad et Kaboul sont en train de coordonner leur opposition aux Etats-Unis. La relation afghano-pakistanaïse reste très problématique, le déficit de confiance est important et une amélioration radicale dans le climat de leurs relations s'est avérée hors d'atteinte.

En fait, les escarmouches aux frontières ont augmenté en fréquence. Dans quelle mesure les Etats-Unis et l'OTAN alimentent ces tensions, dans le cadre de l'effort concerté à « *mettre la pression* » sur le Pakistan, n'est pas clair. Manifestement, une rencontre authentique des esprits entre Karzaï et Islamabad ne peut se concrétiser tant que ces tensions souterraines continuent d'éclater sur la région frontalière afghane, impliquant l'armée pakistanaïse et les forces afghanes.

Peut-être Téhéran peut-il donner un coup de main pour régler ces tensions. Pour s'en assurer, l'Iran a un grand intérêt à ce stade à amener l'Afghanistan et le Pakistan à se rapprocher dans une relation téléologique de travail.

Le ministre iranien de la Défense, Ahmed Vahidi, qui s'est rendu à Kaboul la semaine dernière, a eu une réunion de fond avec l'ancien homme fort de l'Alliance du Nord et actuel vice-président, Mohammed Fahim. Vahidi a dit à Fahim, « *La grande et courageuse nation d'Afghanistan est capable d'établir sa sécurité de la meilleure façon possible sans l'interférence des forces trans-régionales [comprendre : les USA et l'OTAN].* »

Vahidi a dit à son homologue iranien, Abdulrahim Wardak, « *Leur présence [les Etats-Unis] fait obstacle à la matérialisation de la volonté de la grande nation afghane, résolue et qui travaille dur, et provoquera la discorde, la tension et l'insécurité et gaspillera le capital du pays.* »

Wardak et Vahidi ont signé un document relatif à la coopération bilatérale en matière de sécurité. Fait intéressant, lors de la cérémonie de signature, Wardak a réagi ainsi : « *Etant donné les menaces et les défis auxquels la région est confrontée, nous croyons qu'une défense commune et une coopération en matière de sécurité entre l'Iran et l'Afghanistan sont très importantes pour établir la paix et la sécurité dans la région.* » Wardak a également dit, d'un air sous-entendu, que l'Afghanistan essayera, à ce stade, d'accroître ses liens en matière de défense et de sécurité avec l'Iran, afin de « *remplir nos objectifs de sécurité communs dans la région. Nous croyons que l'expansion de la coopération en matière de défense commune et de sécurité avec l'Iran est dans nos intérêts.* »

### **La ligne de faille pachtoune**

À son retour à Téhéran dimanche, Vahidi a déclaré que les efforts américains pour établir des bases en Afghanistan font partie de leur plan visant à imposer un « *système hégémonique* » sur la région, « *mais tous les pays et tous les peuples de la région sont opposés à ce complot. La présence des forces étrangères dans la région, en particulier les troupes américaines, est très nocif et représente une violation flagrante de la souveraineté nationale des pays de la région et compromet leur sécurité.* »

Fait intéressant, il a ajouté, « *Autant que nous le savons, la grande nation afghane n'est pas d'accord avec l'installation de bases militaires américaines, et il est naturel que les responsables du pays, qui suivent leur peuple, n'approuvent pas de tels plans.* » Dans une allusion voilée au Pakistan, Vahidi a déclaré que les pays de la région sont également opposés à la présence de troupes étrangères dans un pays voisin, car « *les pays extra-régionaux cherchent effectivement à entraver les progrès des pays islamiques* ».

Téhéran prendrait en compte l'impression qui prévaut dans la région que les États-Unis et la Grande-Bretagne travaillent sur ce que l'on appelle le « *plan Blackwill* » - qui tire son nom de Robert Blackwill, un responsable américain qui a servi dans le Conseil à la Sécurité Nationale de George W. Bush - qui a d'abord soutenu que la meilleure solution afghane est de réaliser une partition de ce pays, le long de la principale ligne de faille ethnique pachtoune.

Ce plan laissait entendre que les Etats-Unis devraient quitter les provinces du sud et du sud-est de l'Afghanistan et laisser la loi des Résistants être rétablie dans ces provinces, et, à la place, transférer leurs troupes vers le havre sûr de la région nord, habitée par les tribus non-pachtounes qui sont amicales, d'où ils pourraient poursuivre efficacement leurs opérations de contre-insurrection au moyen de leurs forces spéciales et/ou de l'utilisation de leur puissance aérienne.

Les manœuvres entreprises par les Etats-Unis et leurs alliés d'engager des pourparlers directs avec les Résistants (sans impliquer ni l'Afghanistan ni le Pakistan), de même que la décision de supprimer progressivement les sanctions contre ces chefs Résistants sélectionnés qui sont prêts à faire des compromis, concorde avec les objectifs du plan Blackwill.

Les États-Unis ont pour objectif de persuader les Résistants à renoncer à leur opposition tranchante à la présence militaire à long terme US-OTAN dans l'Hindou-Kouch.

Les Résistants espèrent récupérer leurs bastions perdus dans les régions à domination pachtoune du sud et du sud-est de l'Afghanistan. Gardant cela à l'esprit, au cours des deux dernières années, les Etats-Unis ont dépensé des sommes énormes pour rénover ou reconstruire des bases dans les régions non pachtounes de l'Afghanistan, afin de les aligner sur les normes et les conditions de vie occidentales.

Le retrait des Etats-Unis qui débute en juillet concerne essentiellement les 30.000 soldats qui ont été incorporés l'année dernière pour le « *surge* » [la montée en puissance]. Les responsables américains et de l'OTAN ont récemment commencé à laisser entendre qu'il ne faut pas s'attendre, dans l'immédiat, au départ des troupes occidentales de la région.

Ce qui est particulièrement remarquable dans ce contexte est le rôle joué par l'Allemagne dans la mise en place des pourparlers de paix entre les Etats-Unis et les Résistants. Der Spiegel a rapporté en premier que plusieurs réunions ont eu lieu en Allemagne entre un assistant clé du Mollah Omar et des officiels américains. Dimanche dernier, dans une interview télévisée aux Etats-Unis, Robert Gates, le Secrétaire à la Défense a confirmé que de telles réunions avaient eu lieu.

Les forces allemandes occupent la région de l'Amou-Daria, qui chevauche le refuge sûr dont Blackwill a donné un aperçu pour le transfert des troupes américaines sur une base à long terme. Les forces allemandes ont lancé une vigoureuse campagne anti-insurrectionnelle dans la région Nord, ces derniers mois, en vue de l'assainir, et cette campagne, à son tour, a donné lieu à des attaques de représailles par les résistants. Les opérations allemandes semblent répondre au plan Blackwill.

Les Allemands ont travaillé dur pour développer de bonnes relations de travail avec le gouvernement ouzbek à Tachkent et utilisent abondamment la base militaire de Termez, qui était autrefois la plus grande base soviétique en Asie centrale, comme base d'approvisionnement pour les opérations dans la région Nord. De nouvelles lignes ferroviaires sont en construction pour relier Mazar-i-Sharif à Termez dans l'Amou-Daria, qui permettra de relier l'Afghanistan avec le réseau ferroviaire de l'ère soviétique qui va jusqu'à Berlin.

Les Allemands ont aussi puisé dans leurs liens stratégiques en expansion avec la Russie pour développer systématiquement une route de transit passant par le territoire russe, qui leur permet d'acheminer des fournitures en Afghanistan via Termez. La route russe menant à Termez permet aux forces de l'OTAN de réduire radicalement leur dépendance sur les deux routes pakistanaïses. La Russie a récemment permis que même des armes et des munitions soient transportées par cet itinéraire. (Ces liens de communication pourront finir par devenir la nouvelle Route de la soie.)

Le plan Blackwill détient le potentiel dangereux de faire voler en éclat la nation afghane. L'Afghanistan a été historiquement maintenu uni par les liens ténus de l'appartenance à une même nation. Le régionalisme et le caractère ethnique continuent de poser des défis à l'unité nationale.

Si l'unité afghane devient sérieusement menacée, les conséquences seront extrêmement graves pour le Pakistan. Ce ne sera qu'une question de temps avant que ce qui restera des Pachtounes ne se déverse sur la Ligne Durand[1] et ne déstabilise le Pakistan. Toute accentuation des lignes de faille ethniques ou renforcement des identités ethniques dans l'Afghanistan voisin et, à son tour, au Pakistan aurait de graves répercussions négatives pour l'Iran (et les pays d'Asie centrale).

Bien évidemment, les États-Unis surestiment leur capacité à réaliser leur « *grande stratégie* ». Le chef de l'armée pakistanaise, Parvez Kiani, a déclaré de façon plutôt abrupte à une délégation allemande en visite à Rawalpindi, lundi, que la stabilité du Pakistan sera sa première priorité.

En somme, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran ont un intérêt existentiel à contrecarrer le plan de paix anglo-américain consistant à négocier directement avec les Résistants dans leur dos. C'est précisément pourquoi ces trois pays penchent fortement pour un véritable processus de paix autochtone « *menés par les Afghans* ». Autrement dit, un réalignement de la relation à trois entre l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran sera dans l'intérêt de la stabilité régionale.

Les récentes visites des dirigeants pakistanais à Moscou et à Pékin ont été suivies par les propos que Zardari a tenus cette semaine à Téhéran. L'Iran a basculé dans un mode proactif vis-à-vis de la situation afghane, remisant son approche sobre et réservée. Pour sa part, Hamid Karzaï défie également les États-Unis sur le plan stratégique en renforçant ses liens avec Téhéran.

La façon dont ces tendances naissantes se déroulent vaut la peine d'être examinée attentivement. Elles sont à replacer dans le contexte régional plus large qui révèle plusieurs courants : le « dégel » des relations russo-pakistanaïses ; le « retour » de la Russie en Afghanistan ; les aspirations de l'Organisation de la Coopération de Shanghai (OCS) à jouer un rôle formateur en Afghanistan dans le scénario post-2014 ; le processus de dialogue indo-pakistanaïse ; la poursuite par l'Inde d'une politique indépendante afghane avec un accent sur les rapports avec le gouvernement de Karzaï ; l'intérêt croissant de la Chine pour contribuer à un règlement en Afghanistan ; et, enfin, le commencement d'un processus qui pourrait conduire l'Inde et le Pakistan à adhérer à l'OCS.

Quelques heures après l'annonce d'Obama, mercredi, sur le retrait des troupes en Afghanistan, Zardari se rendra à Téhéran pour converser avec Ahmadinejad ; deux jours plus tard, Karzaï arrivera aussi dans la capitale iranienne. Rien ne fait ressortir plus vivement l'inclinaison extraordinaire dans la politique régionale.

**M. K. Bhadrakumar**

*M K Bhadrakumar a servi en tant que diplomate de carrière dans les services extérieurs indiens pendant plus de 29 ans. Ses affectations incluent l'Union Soviétique, la Corée du Sud, le Sri Lanka, l'Allemagne, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Ouzbékistan, le Koweït et la Turquie.*

**Note :**

[1] La ligne Durand est le nom donné à la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, établie le 12 novembre 1893 par un accord entre l'émir Abdur Rahman Khan et sir Mortimer Durand pour l'Empire britannique. Elle divise artificiellement des tribus pachtounes qui partagent la même langue et la même organisation sociale.

---

## 3-8 Manlio Dinucci « L'Art de la guerre ».

La culture de Défense

Le ministère italien de la Défense a lancé sa grande offensive vers la jeunesse. Pour promouvoir leur image et pour recruter, les Forces armées organisent des journées portes ouvertes et des stages pour les jeunes de la maternelle à l'université. Cependant, au lieu de mettre en avant un idéal de défense de la patrie, le ministère de la Défense s'appuie sur de tendres sentiments humanitaires, seuls capables de justifier des opérations extérieures.

Réseau Voltaire | Rome (Italie) | 7 juin 2011

**Ceci n'est pas une publicité pour un dentifrice, mais pour le programme « Vis les Forces Armées. Militaire pendant trois semaines »**

Qui a dit que le système d'instruction en Italie ne se renouvelle pas ? Nous avons une nouvelle matière, de la maternelle aux cours pour doctorants, dont les expérimentations sont déjà en cours. À Pise, grâce à une initiative de la municipalité, 1 500 enfants des écoles maternelles, primaires et collèges ont été conduits le 27 avril dans la caserne de la Brigade de parachutistes Folgore, où pour la deuxième année s'est déroulée la « *Journée de la solidarité* ». Quelles ont été les impressions des enfants ? Que la caserne est un très bel endroit, où plein de gens sympathiques te font faire des tas de jeux, des parcours d'obstacles aux courses d'orientation, où des super héros volants descendent du ciel en voltigeant et en laissant derrière eux des traînées de fumée tricolore et, quand ils atterrissent, écrasent avec leurs rangers les ballons jaunes qui sont au centre de la cible. Et portent, avec le drapeau de la Folgore (deux ailes blanches qui lancent un éclair jaune or), un autre drapeau où est inscrit « *Nicola* ». Le nom du major Ciardelli —explique-t-on aux élèves— tué le 27 avril 2006 à Nassirya en Irak, où il était allé aider des enfants dans une mission de paix.

L'association Nicola Ciardelli, aidée par la Région (Toscane) et par la Croix-Rouge italienne, ouvrira à Florence, à côté de l'hôpital Meyer, la « *Maison des enfants de Nicola* » pour soigner les petites victimes des guerres.

Des initiatives analogues ont lieu dans d'autres écoles primaires et collèges. Dans le Trentin (région Trentin-Haut Adige, frontalière avec l'Autriche) on a diffusé un calendrier OTAN/Isaf, avec, sur la couverture, un blindé italien en Afghanistan, armé de mitrailleuse, et photos des soldats italiens en tenue de combat qui offrent aux enfants afghans des ballons blancs portant l'inscription « *Isaf* », qui les soignent avec amour et sont accueillis par ces enfants en fête dans les villages.

Dans les lycées on emploie d'autres méthodes d'éducation. À Castrovillari (Province de Cosenza, région Calabre, NdT) des militaires font des cours magistraux et diffusent des opuscules dans lesquels on explique qu' « *entrer dans l'armée signifie se valoriser* ». À Rovigo, leçon de tactique militaire et combat avec des armes à air

comprimé. Une préparation plus poussée attend les jeunes avec le cours « *Entraîne-toi pour la vie* », institué par les ministères de l'Éducation et de la Défense, et sanctionné d'une note validée dans le parcours scolaire : ils sont entraînés au combat avec des armes à air comprimé, et à des parcours militaire gymniques (escalade, natation, orientation). À 18 ans révolus, ils peuvent participer aux cours de formation « *Vis les Forces Armées. Militaire pendant trois semaines* », pour « *partager les valeurs qui émanent des Forces Armées* ». Au niveau universitaire, le top est le cours de « *maintien de la paix* » donné, avec le Centre militaire d'études stratégiques, par l'École Supérieure Sant'Anna de Pise : l'institut a célébré avec une conférence de l'Association des Élèves les « *dix ans d'engagement politique et militaire* » de l'Italie en Afghanistan. Et tandis que l'Italie participe à la guerre en Libye (cinquième guerre en deux décennies) arrive au Sénat —après être passée à la Chambre des députés grâce à une entente multipartisan (Partito Democratico, Italia dei Valori, Popolo della libertà et Lega)— la loi pour « *la promotion et diffusion de la culture de la défense à travers la paix et la solidarité* » en particulier dans les « *écoles de tous ordres et niveaux* ». Il a donc raison, le président Napolitano : l'Italie, aujourd'hui ferme gardienne de la paix, a tourné le dos aux années de bellicisme fasciste. Aujourd'hui la culture de la guerre avec *livre et mousquet* [1] est devenue « *culture de la défense à travers la paix et la solidarité* ».

Manlio Dinucci

Traduction Marie-Ange Patrizio

Source <http://www.voltairenet.org/La-culture-de-Defense>

---

---

## 4 Guantanamo : Les dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage certaines analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 4-1 Lejdd.fr : Les États-Unis à la torture.

Une remarquable enquête montre comment la tactique du supplice a été systématisée dans ce pays.

□ Un des prisonniers d'Abou Ghraïb, Saddam Saleh, montre les images de son calvaire. (Reuters)

Un agent des forces spéciales qui a été, à des fins d'entraînement, soumis au supplice de la baignoire en témoigne. La sensation est atroce, celle d'une noyade, assurément un vrai acte de torture. "Pas du tout, modère un responsable de la CIA, elle a été approuvée par le Président et par la communauté juridique américaine." Après le 11- Septembre, les États-Unis se sont lancés dans deux guerres, en Afghanistan et en Irak, misant avant tout sur le renseignement. Elles ont conduit tout droit au camp de Guantánamo et à la prison d'Abou Ghraïb. La démocratie américaine, au mépris de sa Constitution, des règles de droit international, des conventions de Genève – fondements du droit humanitaire –, a systématisé l'usage de la torture. Dans son remarquable documentaire *Torture made in USA*, Marie-Monique Robin retrace la genèse de cette dramatique démission de la civilisation et dévoile les manipulations de Bush et de son équipe pour faire passer l'inacceptable. Parce que la journaliste avait déjà commis en 2004 un travail remarqué sur les Escadrons de la mort, l'école française\* – où elle avait exposé comment des militaires français, forts de leur "expérience" algérienne, étaient devenus les spécialistes de méthodes enseignées aux dictateurs sudaméricains –, elle a pu, sans être suspectée d'antiaméricanisme primaire, approcher des témoins essentiels. Ces interviews exclusives, mêlées à des archives filmées inédites d'auditions parlementaires conduites par des commissions du Congrès, montrent comment, à travers manœuvres et mensonges, s'est mise en place cette dérive.

"Intensité d'une blessure physique sévère"

Le vice-Président Dick Cheney l'avait annoncé dès le 16 septembre 2001: "Nous devons libérer de toute contrainte les services de renseignements pour qu'ils puissent conduire leur mission." Il va s'appuyer sur une armée de juristes pour torde les lois, faisant requalifier la torture comme "intensité d'une blessure physique sévère", ce qui laisse bien des latitudes. Dans un mémo approuvé par Bush et retiré de la circulation après Abou Ghraïb, sont même détaillées trois catégories de techniques inspirées d'un programme détourné de son objectif. Il visait à l'origine à entraîner l'élite des officiers américains à résister à la torture. En connaisseurs, les militaires ne sont pas dupes: elle est inefficace et les trois armes se sont unanimement prononcées contre son usage. Elle fait avouer tout et n'importe quoi et peut se retourner contre les troupes américaines elles-mêmes. Son efficacité ne vaut qu'à Hollywood, explique Larry Wilkerson, chef de cabinet du ministre de la Défense Colin Powell. Faisant allusion à des séries comme *24 Heures*, où Jack Bauer se livre à chaque épisode à des actes de torture pour sauver le monde, il souligne "le grotesque de l'argument". Cela suppose qu'on "peut obtenir le bon renseignement au bon moment"...

Mais on ne se débarrasse pas facilement de la torture une fois installée dans les pratiques et les consciences. Obama, malgré ses promesses, n'a pas fermé Guantánamo et a assuré l'impunité à l'administration Bush. Au-delà du cas américain, Marie-Monique Robin espère attirer l'attention sur la portée universelle de son film. "À un problème politique, explique-t-elle, il faut une réponse politique. Une solution strictement militaire dans un cas comme celui-là ne peut que s'enliser inévitablement dans la torture. Et le premier résultat, c'est de produire de nouveaux terroristes."

<http://www.lejdd.fr/Medias/Television/Actualite/Torture-made-in-USA-documentaire-sur-Arte-332653/?from=cover>

---

---

## 5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

## 5-1 L'armée américaine effectue, à présent, simultanément, des opérations aériennes, dans 6 pays du monde.

L'armée américaine effectue, à présent, simultanément, des opérations aériennes, dans 6 pays du monde. Selon Press TV, le site anti-guerre, "met fin au rêve américain", a publié un article, selon lequel, l'armée américaine mène des opérations aériennes, actuellement, en Afghanistan, en Irak, en Libye, au Yémen, au Pakistan et en Somalie. Ledit site ajoute que les dettes du peuple américain s'élevaient à moins de 6 trillions de dollars, avant la guerre contre le terrorisme, mais qu'à présent, elles ont été décuplées. En fait, un tiers des dettes du monde entier appartient aux Etats-Unis.

Ce site poursuit en révélant que les frais militaires américains s'élève à 46,5 % des frais militaires de tous les pays du monde.

4 juillet

PressTV

---

## 5-2 Guerres américaines au P-O en dix ans : 225 000 morts et 3700 milliards de \$.

Les guerres que les Etats-Unis ont provoqué depuis le 11-Septembre ont causé la mort d'au moins 225 000 personnes et entraîné un coût d'au moins 3700 milliards de dollars, selon une étude américaine publiée cette semaine par l'université Brown.

Les chercheurs, dirigés par les Pr Neta Crawford et Catherine Lutz, se sont penchés sur les guerres en Irak, en Afghanistan ainsi que sur la campagne 'anti-terroriste' menée au Pakistan.

Selon eux, "une estimation extrêmement prudente du bilan des victimes directes de ces guerres s'élève à ce stade à 225 000 morts et environ 365 000 blessés".

Le nombre de soldats tués est ainsi de 31 741 selon ce rapport, dont environ 6000 Américains, 1200 soldats alliés, 9900 Irakiens, 8800 Afghans, 3500 soldats pakistanais ainsi que 2300 membres de sociétés militaires privées

Une majorité de victimes civiles

Les civils paient le plus lourd tribut: 172 000 morts (125 000 Irakiens, 35 000 Pakistanais et 12 000 Afghans).

Les chercheurs n'évaluent en revanche qu'entre 20 000 et 51 000 le nombre total de résistants éliminés.

Quelque 168 journalistes et 266 travailleurs humanitaires ont par ailleurs été tués depuis que les Etats-Unis se sont engagés dans ces pays dans la "guerre contre le terrorisme".

Ces conflits ont engendré un flot massif de réfugiés et de personnes déplacées de plus de 7,8 millions de personnes, surtout en Irak et en Afghanistan.

Le coût cumulé de ces guerres est faramineux si l'on en croit cette étude: au minimum 3700 milliards de dollars, ce qui représente le quart de la dette américaine.

02/07/2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=21686&cid=13&fromval=1&frid=13&seccatid=15&s1=1>

---

## 5-3 Maurizio Matteuzzi : Guerres étasuniennes : le coût.

"Première question : les Etats-Unis d'Amérique pourraient-ils vivre sans que quelque guerre n'alimentât, surtout en temps de crise économique, leur puissant système militaro-industriel ?

Seconde question (ingénument rhétorique) : que pourraient faire les Etats-Unis d'Amérique s'ils destinaient les colossales ressources économiques utilisées pour les guerres à leurs problèmes sociaux ?

Questions qui surgissent à la lecture de l'étude produite par l'Université Brown de Providence, dans le Rhode Island, de la prestigieuse chaîne universitaire *Ivy-league*. On peut se reporter pour ce faire au site de l'université : « *Cost of war, 250.000 lives and up to £4 trillion* »<sup>[i]</sup> et sur le site du quotidien londonien *The Independent*, qui y a consacré hier un article, synthétisé ainsi : « La guerre au terrorisme s'apprête à dépasser le coût de la seconde guerre mondiale ».

Le coût total pour l'Amérique ( !? pour les Etats-Unis d'Amérique, NdT), des guerres post-11 septembre contre l'Irak et l'Afghanistan, et des opérations militaires corrélées au Pakistan (genre l'Opération Jeronimo contre -le présumé, NdT- Ben Laden), est en voie, étant donné qu'elles ne sont pas encore finies, de dépasser les 4 trillions de dollars (4 mille milliards)".

Suite en pièce jointe ; j'ai traduit cet article surtout pour les chiffres rapportés, dont on peut penser qu'ils sont loin d'exagérer le coût réel (surtout dans l'estimation du nombre de victimes civiles) de ces guerres.

Voir aussi un très bel article sur *Le Grand Soir* : *Guerres de merde (Rebellion)* par Collectif « Luciano Romero Molina ».

"Dans ce qui est appelé « missions internationales », ceux qui meurent ce sont ceux d'en bas, les pauvres types, les moins que rien.

Deux soldats colombiens sont morts en Afghanistan cette semaine, l'un sous l'uniforme de l'armée espagnole et l'autre sous l'uniforme de l'armée impériale des Etats-Unis ».

[i] NdT : voir exactement : <http://news.brown.edu/pressreleases/2011/06/warcosts> et, ne serait-ce que pour quelques photos, qu'on ne voit jamais, de dévastations de la guerre à Bagdad : <http://costsofwar.org/>

Maurizio Matteuzzi

<http://www.legrandsoir.info/guerres-de-merde-rebellion.html>

---

## 5-4 Bill Van Auken : Les guerres sans fin de Washington.

L'armée américaine est en train de mener simultanément des campagnes d'attaque de missiles par drones, des bombardements, des opérations à des fins d'assassinats par les forces spéciales et des combats au sol dans cinq pays différents: Irak, Afghanistan, Pakistan, Libye et Yémen.

Le président Barack Obama qui doit en grande partie sa victoire électorale en 2008 à l'écoeurement populaire ressenti par des millions d'Américains à l'égard des guerres d'agression lancées par le gouvernement Bush en Afghanistan et en Irak, a plus que rempli les prédictions de George W. Bush concernant les « guerres du 21ème siècle. »

Il a surpassé son prédécesseur républicain en un point au moins.

Bush avait proclamé une doctrine infâme affirmant que l'impérialisme américain avait le droit de mener une guerre contre tout pays qu'il reconnaissait comme étant, maintenant ou n'importe quand dans l'avenir, une menace potentielle. Il adopta le principe de la « guerre préventive », une forme de guerre agressive pour laquelle les dirigeants du Troisième Reich encore vivants furent jugés à Nuremberg.

En justifiant la guerre contre la Libye, Obama a promulgué sa propre doctrine qui se passe même du prétexte d'une menace potentielle comme justification pour la guerre. Au lieu de cela, il affirme que les Etats-Unis sont dans leur droit de mener une guerre partout où ils jugent que leurs « intérêts et leurs valeurs » sont en jeu même si les objectifs de l'attaque ne représentent aucune menace concevable à la sécurité américaine.

Dans son discours sur la Libye, Obama a inclus parmi les inviolables valeurs américaines le « maintien du flux commercial », c'est-à-dire, le flux de profits dans les caisses des compagnies pétrolières américaines et d'autres grands groupes.

Même au moment où, il y a près de trois mois, des missiles de croisière pleuvaient sur la Libye, Obama avait cyniquement fait valoir que Washington avait lancé la guerre par crainte qu'une répression menée par le gouvernement libyen du colonel Mouammar Kadhafi éteindrait « le printemps arabe. »

Quelle hypocrisie! La véritable attitude de Washington à l'égard des aspirations démocratiques des peuples du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord s'est traduite sans ambiguïté dans une série d'actions survenues ses derniers jours.

Obama a accueilli à la Maison Blanche le prince héritier du Bahreïn, une dictature monarchique qui, avec le l'appui tacite des Etats-Unis et le soutien militaire ouvert du principal allié de Washington dans la région, l'Arabie saoudite, a impitoyablement réprimé un mouvement de masse en faveur de droits démocratiques, tuant des centaines de personnes, en emprisonnant des milliers d'autres et en torturant systématiquement les détenus.

Le prince est arrivé quelques jours à peine après que le régime eut ouvert un procès militaire contre des médecins et des infirmiers. Interpellés pour avoir traité des manifestants blessés par des forces de sécurité, ces travailleurs médicaux ont été contraints, à l'aide de chocs électriques et de bastonnades avec des planches pourvues de clous, de signer de faux témoignages.

Dans un communiqué officiel, Obama a « réaffirmé le ferme engagement des Etats-Unis à l'égard du Bahreïn » – dont le régime abrite la cinquième flotte américaine – en louant son monarque pour avoir embrassé le « dialogue » et la « réforme ». Le président américain a généreusement conseillé que « l'opposition et le gouvernement » – les torturés tout comme les tortionnaires – « doivent trouver un compromis pour forger un avenir juste pour tous les habitants du Bahreïn. »

Le New York Times a révélé que de l'autre côté de la péninsule arabe, les Etats-Unis « étaient en train d'exploiter un vide grandissant du pouvoir » créé par cinq mois de soulèvement de masse contre la dictature au Yémen, le pays le plus appauvri de la région, soutenue par les Etats-Unis pour y lancer une nouvelle guerre en recourant à des frappes de missiles tirés depuis des drones et à des attaques d'avions de combat.

Tout en étant prétendument dirigées contre des éléments d'Al Qaïda, tout indique que les attaques visent à sauver le régime du président Ali Abdullah Saleh, et ce tout en facilitant le départ du dictateur d'une présidence qu'il avait occupée durant 33 ans.

La première frappe relatée dans ce nouveau théâtre de guerre débutée par le Pentagone a tué au moins quatre civils ainsi que plusieurs prétendus « militants. »

En Libye, la guerre Etats-Unis/OTAN touche à la fin de son troisième mois avec une intensification des bombardements incessants menés pour terroriser et qui ont coûté la vie à des centaines de civils et à un nombre incalculable de soldats libyens. Washington et ses alliés européens ne cachent pas leur véritable objectif, qui est un « changement de régime », dans cette guerre lancée sous le prétexte cynique de protéger des civils, c'est-à-dire la mise en place d'un Etat fantoche garantissant la domination de l'impérialisme et des principales compagnies pétrolières occidentales.

C'est cela la véritable réponse de l'impérialisme américain au « printemps arabe » – une explosion du militarisme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, une tentative désespérée d'étayer les dictatures servant ses intérêts dans la région, et une détermination à étrangler les luttes révolutionnaires des travailleurs et de la jeunesse arabe.

Ces nouvelles interventions militaires s'ajoutent aux guerres et aux occupations qui durent déjà depuis une décennie en Afghanistan et en Irak et qui, comme il apparaît de plus en plus clairement, doivent continuer indéfiniment.

Lors d'une audience de confirmation jeudi devant le Sénat, le directeur de la CIA, Leon Panetta, choisi par Obama pour remplacer le chef du Pentagone sortant, le secrétaire à la Défense Robert Gates, a reconnu qu'il était « tout à fait persuadé » que le régime en Irak réclamerait prochainement que Washington maintienne des milliers de soldats américains sur le sol irakien après la date butoir du retrait des troupes, le 31 décembre 2011.

Panetta a clairement fait comprendre que Washington veut maintenir les troupes en lieu et sur place « pour s'assurer que les gains que nous avons fait en Irak soient maintenus. » Le fait que la grande majorité de la population irakienne pour qui l'occupation américaine a signifié la mort, la mutilation et le déplacement de millions de gens, veut que les 47.000 soldats américains quittent maintenant le pays est hors de propos.

L'homme que Panetta remplacera, le secrétaire à la Défense Gates, a souligné à maintes reprises au cours de ces derniers jours que la date butoir de juillet 2011 qu'Obama avait fixée pour le retrait d'Afghanistan ne devrait entraîner aucune réduction significative du déploiement des quelque 100.000 soldats américains.

Après la réunion du week-end avec les commandants militaires en Afghanistan, Gates a fait remarquer que tout retrait serait « modeste » en disant à Bruxelles aux ministres de la Défense de l'OTAN qu'il « n'y a aucune urgence de notre part pour un retrait. » Entre-temps, de nouvelles atrocités sont commises chaque semaine avec des victimes civiles causées au-delà de la frontière pakistanaise par des bombardements, des raids nocturnes menés par les forces spéciales et des attaques de missiles par drones.

Les travailleurs, les étudiants et la jeunesse aux Etats-Unis sont de plus en plus obligés de porter le fardeau d'une politique de guerre sans fin visant à forger un empire mondial servant les intérêts de l'oligarchie financière américaine. Une élection après l'autre et un sondage d'opinion après l'autre ont montré qu'une vaste majorité de la population est opposée à ces guerres, et pourtant cette opposition ne trouve pas son expression dans le système politique bipartite ou dans les médias qui sont à la botte des grandes entreprises.

Les travailleurs sont parfaitement conscients que des milliers de milliards de dollars sont dépensés pour ces guerres et pour le complexe militaire industriel américain, en dépit du fait que les gouvernements tant au niveau fédéral, qu'au niveau régional et local, dirigés tant par les Démocrates que les Républicains, disent qu'il n'est pas possible de trouver de l'argent pour financer des emplois, des salaires décents, les soins de santé, l'éducation ou des services sociaux vitaux.

De plus, la tentative de l'élite dirigeante américaine d'utiliser le militarisme pour pallier au déclin de sa position dans l'économie mondiale, engendre des tensions internationales de plus en plus dangereuses et une menace de guerres à venir encore plus sanglantes.

Alors même que l'hostilité à ces guerres s'accroît, les manifestations anti-guerre ont presque complètement disparus, asphyxiées qu'elles sont par une couche petite bourgeoise jadis de gauche qui soutient Obama et qui s'est en grande partie intégrée dans le Parti démocrate.

Un nouveau mouvement contre la guerre ne peut être construit que sur la base d'une rupture irrémédiable avec les Démocrates et une mobilisation indépendante de la classe ouvrière contre le gouvernement Obama et le système de profit capitaliste, source de guerre et de militarisme.

Bill Van Auken

(Article original en anglais paru le 11 juin 2011)

Internationalnews

WSWS 16 juin 2011

<http://www.internationalnews.fr/article-les-guerres-sans-fin-de-washington-par-bill-van-auken-76987181.html>

---

## 5-5 Tariq Ramadan : Le Président Obama : Le verbe et les symboles - Le bien dit et le mal entendu.

Après le discours du 4 juin 2009, le président Barack Obama a ressenti le besoin de s'adresser aux Arabes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à la suite des événements majeurs que sont les révolutions et la mort d'Oussama ben Laden.

L'élection du premier « African American President » avait suscité d'immenses espoirs dans les sociétés majoritairement musulmanes : non pas seulement à cause des origines de Barack Obama mais surtout car il semblait incarner un renouveau dans la vision et la politique américaines après les sombres années de l'administration Bush.

L'actuel Président a su manier avec excellence la force du verbe et jouer du pouvoir des symboles. Quelque chose a changé aux Etats-Unis, c'est une évidence, et la page d'une ère bien sombre a été tournée. Il reste qu'il faut mesurer son optimisme et regarder les faits pour ce qu'ils sont. Le président Barack Obama avait promis de mettre un terme aux situations de non droit, comme à Guantanamo ; de reformer les législations discriminatoires et de faire cesser les traitements dégradants telle la torture (légitimée au nom de la guerre contre le terrorisme) ; de mettre un terme aux situations de guerre en Afghanistan et en Irak ; de faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient ; d'ouvrir enfin une ère nouvelle dans les relations internationales multipolaires. Or, au-delà des symboles et des mots, on s'aperçoit que les choses ont peu changé, voire que la politique sécuritaire s'est durcie : Guantanamo demeure une honteuse réalité, la nouvelle législation sur le terrorisme expose certains citoyens, politiquement ou religieusement « sensibles », aux traitements les plus aléatoires et clairement discriminatoires (de l'emprisonnement à la déportation sur la base de simples suspicions), les guerres d'Irak et d'Afghanistan continuent et le processus de paix n'est plus qu'un slogan, mort dans les faits. Qu'est-ce qui a changé, de fait, et qu'est-ce qui devrait changer, somme toute ?

Il y a ce dont le Président parle et ce dont il ne parle pas : les dits et les non dits déterminent ensemble la vraie substance de son discours. Barack Obama fait face à deux défis majeurs : la question internationale est bien sur évidente – ce fut la substance dite de son discours - mais celle-ci est inextricablement liée à la politique intérieure avec laquelle le Président doit forcément composer (dont il n'a rien dit, à une année des élections). Il ne faut rien négliger du contexte après l'annonce de l'opération « légale » contre la tête d'al Qaida au Pakistan. L'exécution de Oussama ben Laden a montré encore une fois l'étendue du fossé existant entre l'administration américaine et les musulmans aux Etats-Unis et à travers le monde.

Evénement médiatique majeur en Occident, couvert par toute la presse du Nord, comme une victoire et la fin du « symbole du terrorisme », la mort d'Oussama ben Laden a suscité peu de réactions parmi les musulmans en Occident comme en Orient, et plus largement dans les pays du Sud. Pas d'images, pas de preuve, à quoi s'est ajoutée l'annonce du rejet à la mer du corps de ben Laden : tout cela a suscité des questions, des doutes, et surtout une distanciation claire tant vis-à-vis des Etats-Unis que, et depuis longtemps, de ben Laden lui-même. Ce dernier n'a jamais atteint les foules ni galvanisé les peuples musulmans (à l'exception d'une minorité d'extrémistes violents) et l'administration américaine, en agissant de la sorte montrait, une fois de plus, qu'elle n'avait pas les clefs des intelligences et des sensibilités musulmanes. Le discours de Barack Obama, le soir de l'annonce de l'élimination de ben Laden, était certes éloquent, mais force est de constater qu'il fut négligé par le monde musulman, et bien mal entendu. Il s'agissait d'un discours d'abord destiné aux Américains : Barack Obama montrait ainsi sa

capacité à être ferme, à savoir protéger son pays, à prendre des décisions de guerre, graves et dangereuses. On lui avait tant reproché ses hésitations : il a gagné plus de douze points dans les sondages. Dans un contexte pré-électoral, une première belle opération de communication au demeurant.

Il fallait donc un nouveau discours, cette fois-ci destiné aux Arabes, aux démocrates et aux musulmans en général puisque le Président a compris qu'il avait non seulement été incompris mais également mal reçu. De plus en plus Barack Obama apparaît comme l'homme de la séduisante image et du beau verbe derrière lequel se cache une administration moins regardante sur les principes et la cohérence des politiques menées sur la scène internationale comme sur le plan intérieur. On a certes entendu le clair soutien des Etats-Unis aux mouvements de démocratisation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient mais qu'en est-il du traitement différencié de ces mouvements (entre la Libye et la Syrie par exemple où on attend de Bashar al-Assad, dont on a besoin et qui fait tirer sur les civils désarmés, qu'il réforme magiquement son régime despotique) ou du silence complice quand il s'agit des pétromonarchies alliées (comme le Bahreïn soutenu par l'Arabie Saoudite) qui répriment et tuent les civils et les opposants non violents ? On a certes entendu que la souffrance et les droits des Palestiniens devaient être respectés mais quel a été la politique effective de l'administration Obama depuis trois ans : du silence lors des massacres de Gaza à la mort de dizaines de civils désarmés lors de la célébration de la Nakba, le 15 mai 2011 ? On peut se réjouir que le Président ait mentionné les frontières de 1967 comme principe de négociation entre Israël et les Palestiniens : il reste que la passivité américaine quant à la politique continue et effective de colonisation israélienne et aux faits accomplis sur le terrain rend cette position inconsistante et caduque de fait. Ce sont des mots, encore des mots, pour faire rêver les Palestiniens et les Arabes et qui n'empêchent en rien les Israéliens d'avancer dans leur stratégie. Ce qu'ils font depuis tant de temps derrière la façade des tensions médiatisées entre les deux gouvernements américains et israéliens.

Guantanamo et la torture restent des réalités dans l'Amérique de Barack Obama avec le déni des droits élémentaires pour les prisonniers et, de surcroît, le sang des civils irakiens et afghans semble toujours compter pour presque rien. Pour bien moins que le sang des civils libyens au demeurant : et pourquoi donc ? Des raisons économiques seraient-elles le vrai moteur de la politique américaine en Afrique du Nord et au Moyen Orient ? Tout porte à le penser et les dits et les non dits du discours de Barack Obama ne sont pas pour rassurer la rue arabe. Dans son discours, le Président a beaucoup insisté sur la dimension économique des révolutions arabes. Il n'y aura pas de vrai processus démocratique sans développement et stabilité économique : le propos est juste et l'équation fait sens. Barack Obama annonce une diminution de la dette, un investissement et un soutien financier américain majeur dans la région avec l'aide de l'Europe et de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International. Tout porte à croire que l'ouverture démocratique est pensée et accompagnée de l'ouverture de nouveaux marchés juteux : l'administration américaine, et derrière elle les multinationales, n'ont pas pour seules amours, libres et désintéressées, la démocratie, la justice et la liberté mais aussi la rentabilité marchande et la pénétration consumériste. Le Président a présenté ce soutien économique en terme de solidarité et de générosité à l'égard des peuples... dont la négligence pendant des décennies ne l'a jamais perturbé. L'absence de référence aux nouveaux acteurs économiques régionaux et également intéressante à noter : la Chine, l'Amérique du Sud ou la Turquie ne vaudraient pour rien dans le positionnement américano-européen dans la région ? Qui peut le croire... Qui ne sait entendre le sens des silences dans le discours de Barack Obama. Les retombées économiques régionales (en Afrique du Nord et au Moyen-Orient) pourraient se révéler plus conséquentes en terme d'enjeux géostratégiques que les processus de démocratisation politique : une apparente indépendance politique avec quelques libertés est en train de clairement se marier à une dépendance économique accrue et de multiples contraintes. L'économie libérale n'est libérale que pour certains. Barack Obama répète à l'envie que « l'Amérique n'a rien contre l'islam et les musulmans » en omettant d'ajouter « tant que, démocrates ou autocrates, ils ne s'opposent pas à nos intérêts ». Un nouveau visage, le même discours : une fois encore c'est l'action concrète qui pourrait changer la donne. Les musulmans entendent parfaitement le dit et le non dit mais ne voit rien venir quant à une politique qui serait vraiment nouvelle.

Sur un autre plan, il faut ajouter que la question de l'islam est en train de s'inviter aux prochaines élections américaines. Le mouvement du Tea Party et les néo conservateurs mènent campagne sur le danger de la présence de l'islam et de l'islamisation de l'Amérique. Dans dix-huit Etats américains, on tente de passer des lois surréalistes sur l'interdiction de l'application de la shari'a présentée comme une référence barbare. Il ne s'agit donc plus de s'attaquer à l'islamisme extrémiste violent mais à l'islam en tant que tel et à l'essence de cette religion. Ce mouvement gagne du terrain et, de controverse en controverse, installe une atmosphère étrange dans le pays. De la mosquée du Park 51 (dite du ground zero) à la journée appelant à brûler le Coran, jusqu'aux mobilisations locales contre des manifestations musulmanes ou la construction de mosquées, les tensions s'avivent et on retrouve aux Etats-Unis des discours et des attitudes que l'on a vu s'installer depuis plusieurs années en Europe. Un racisme antimusulman, une islamophobie, qui fait campagne et cherche à stigmatiser une partie de la population américaine sur une base prioritairement religieuse (en plus du racisme contre les Africain-Américains qui perdure). Une politique émotionnelle basée sur la peur, la méfiance et le rejet et qui utilise les tenants du populisme européen, à l'instar de Geert Wilders qui remplit les salles aux Etats-Unis, pour confirmer le bien fondé de cette nouvelle xénophobie.

L'élection du Président Barack Obama a paradoxalement permis à ces mouvements de gagner du terrain en jetant le discrédit sur sa propre personne, son origine, voire sa religion (23% des Américains pensent qu'il est un crypto-musulman et 42% pensent qu'il n'est pas un bon chrétien : cela fait un total de 65% d'Américains dans le doute). ces mouvements n'auront de cesse de multiplier les critiques et de mettre le Président dans les situations les plus inconfortables qui soient. Ce dernier a dit et répété que l'islam était une religion américaine mais il apparaît urgent que son administration, sur le plan intérieur, fasse preuve d'un courage autre que verbal et qu'elle confronte les courants islamophobes et xenophobes avec des politiques plus égalitaires et plus déterminées. Les beaux discours du Président sont suivis de politiques très frileuses sur le terrain : l'arrivée des prochaines élections ne va sans doute pas aider à renverser cette réalité et pourtant c'est paradoxalement le meilleur moyen pour le Président de s'affirmer comme le Président du renouveau, capable de l'emporter avec une politique juste et raisonnable en 2012. L'enjeu est majeur et, en ce qui concerne la question du renouveau de la relation avec l'Islam et les

musulmans, la politique internationale est liée à la politique intérieure. Le Président Barack Obama ne peut se satisfaire de discours intelligents (et toujours ouverts) auxquels ils invitent des leaders, des savants et des intellectuels musulmans. Dans la rue arabe, comme dans les villes et les innercities américaines, les citoyens musulmans ordinaires n'ont que faire des images et des mots. Ils restent à l'écoute des silences qui dévoilent, et de l'absence d'actions qui confirment au quotidien les insuffisances critiques de la politique d'Obama depuis trois ans. Les peuples musulmans savent, comme d'ailleurs tous les peuples, qu'il y a un ironique paradoxe à offrir un prix Nobel de la Paix à celui qui toujours en parle et jamais ne l'a concrètement fait.

Tout est dit dans ce prix. A la lumière des vrais défis, qui exigent de vraies actions, ce fut un beau discours, bien écrit, et qui, une fois de plus, risque d'être mal, peu, ou carrément, pas entendu.

Et qui donc aurait tort de demander, au cœur de la transparence démocratique, que celle-ci s'habillât de quelque concrète cohérence ?

Tariq Ramadan

Publié le 27 mai 2011

---

## 6 Annexe

### 6-1 William Blum : Que Dieu bénisse l'Amérique, et ses bombes...

Lorsqu'ils ont bombardé la Corée, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, El Salvador et le Nicaragua, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste.

Lorsqu'ils ont bombardé la Chine, le Guatemala, l'Indonésie, Cuba et le Congo, je n'ai rien dit, je n'étais pas au courant.

Lorsqu'ils ont bombardé le Liban et la Grenade, je n'ai rien dit, je n'y comprenais rien.

Lorsqu'ils ont bombardé le Panama, je n'ai rien dit, je n'étais pas un trafiquant de drogue.

Lorsqu'ils ont bombardé l'Irak, l'Afghanistan, le Pakistan, la Somalie et le Yémen, je n'ai rien dit, je n'étais pas un terroriste.

Lorsqu'ils ont bombardé la Yougoslavie et la Libye pour des raisons « humanitaires » je n'ai rien dit, cela avait l'air d'être une bonne raison.

Quand ils sont venus me bombarder, il n'y avait plus personne pour me défendre. Aucune importance, puisque j'étais mort. (1)

#### Les Cibles

C'est devenu un cliché que d'accuser les Etats-Unis de choisir comme cibles les gens de couleur, ceux du tiers-monde ou les musulmans. Mais il ne faut pas oublier qu'une des plus longues campagnes de bombardement américaines féroces des temps modernes – pendant 78 jours consécutifs – fut menée contre les habitants de l'ex-Yougoslavie : blancs, européens et chrétiens. Les Etats-Unis sont pour l'égalité des chances, lorsqu'il s'agit de bombarder. Les seules conditions requises pour devenir une cible sont : a) constituer un obstacle - n'importe lequel – à la volonté de l'Empire Américain ; b) être virtuellement sans défense contre les bombardements aériens.

#### Les Survivants

« Nous ne voyons jamais le feu et la fumée, nous ne sentons jamais l'odeur du sang, nous ne croisons jamais les regards terrorisés des enfants dont les cauchemars seront désormais hantés par des missiles hurlants tirés par les terroristes invisibles, connus sous le nom d'Américains » (2)

La NASA a annoncé une nouvelle mission spectaculaire, le lancement d'une fusée qui voyagera pendant 4 ans pour se poser sur une astéroïde où elle prélèvera un peu de poussière de la surface et ramènera sa précieuse cargaison sur la Terre, où des scientifiques l'examineront pour trouver des indices sur les origines de la vie. Une véritable histoire de science-fiction. Cela dit, à titre personnel je considérerais comme une prouesse bien plus grande pour l'humanité la possibilité de mettre fin à tous les bombardement américains et à toutes leurs guerres, et inculquer un peu d'humilité à la Sainte Trinité – les Etats-Unis, l'Union Européenne et l'OTAN – qui ne reconnaissent aucun pouvoir supérieur et qui croient qu'ils ont littéralement le droit de faire partout dans le monde ce qu'ils veulent, à qui ils veulent, aussi longtemps qu'ils le veulent, et de qualifier leur action d'un nom choisi au hasard, « humanitaire » par exemple.

La chute de l'Empire Américain offrirait un nouveau départ pour le peuple américain et le monde qui souffrent depuis si longtemps.

Notes :

(1) [Full list of US bombings since World War 2](#)

(2) Martin Kelly, publisher of a nonviolence website

*Traduction "fermez les yeux et répétez après moi : le blocus n'existe pas, c'est juste une excuse... le blocus n'existe pas, c'est juste une excuse..." par VD pour le Grand Soir avec probablement les fautes et coquilles habituelles.*

5 juin 2011

*Source : Le Grand Soir*

---

---

## 7 Provinces Afghanes

Carte cliquer dans l'image : <http://en.wikipedia.org/wiki/Image:AfghanistanNumbered.png>

[AfghanistanNumbered.png](#) (181KB, MIME type: image/png)

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19